

le secteur public en négociation

Près de 6,000 poursuites depuis six jours

par Pierre CHAMPAGNE
Près de 6,000 poursuites ont été intentées par le gouvernement contre

les syndiqués et les syndicats du secteur public et parapublic qui sont allés à l'encontre des lois spéciales votées par le Parlement.

Le 9 avril, 5,500 poursuites avaient été signifiées aux contrevenants à la loi 253 devant assurer les services essentiels et, d'ici la fin de la journée, environ 200 poursuites auront été prises contre les syndicats qui n'ont pas assuré le maintien des services dans le domaine de l'éducation (loi 23).

Selon le ministre de la Justice, M. Gérard-D. Lévesque, les 5,500 plaintes logées contre ceux qui n'ont pas respecté la loi sur les services essentiels se divisent comme suit: 229 contre les syndicats, 437 contre les agents syndicaux, et 4,834 contre des employés.

En ce qui concerne les enseignants, le gouvernement n'a pas encore poursuivi ni les employés ni les agents syndicaux mais, hier, 150 poursuites avaient été logées contre 54

syndicats et le ministre de la Justice déclarait aux journalistes que l'entoueraient qu'il fallait s'attendre à ce que 200 poursuites soient intentées contre 75 syndicats de professeurs.

Les contrevenants à l'article 253, devant assurer les services essentiels, sont passibles d'une amende quotidienne pouvant varier de \$40 à \$200 s'il s'agit d'un syndiqué; de \$2,000 à \$10,000 s'il s'agit d'un agent syndical; et de \$5,000 à \$20,000 (par jour) dans le cas d'un syndicat.

La loi 23, de son côté, prévoit des amendes quotidiennes variant de \$50 à \$250 pour les syndiqués et de \$5,000 à \$50,000 pour les agents syndicaux et les syndicats. Mais, mentionnons une fois de plus que le gouvernement ne poursuit, au moment où ces lignes sont

écrites, que les syndicats. Ni les professeurs, ni les agents syndicaux n'ont encore été ennuysés par cette loi assurant le maintien des services dans le domaine de l'éducation.

Abolir le droit de grève

Le premier ministre a, par ailleurs, confirmé qu'il songeait sérieusement à abolir le droit de grève dans le secteur hospitalier.

"Le gouvernement cherche une nouvelle formule", a déclaré textuellement le premier ministre. Depuis 10 ans l'exercice du droit de grève dans le secteur hospitalier a donné lieu à au moins deux grèves très dures." Par ailleurs, la loi 253 devant assurer les

services essentiels n'atteint pas, selon M. Bourassa, son objectif.

"Ce n'est pas une formule qui sera facile à trouver, mais il est évident que l'exercice du droit de grève dans le secteur hospitalier, depuis 12 ans, a causé des préjudices considérables à une partie de la population qui doit recevoir, dans tout système ou toute société civilisée, des soins tout à fait particuliers", a déclaré le premier ministre.

"Cela ne peut se faire à l'intérieur des négociations actuelles à moins que des gestes tout à fait intolérables soient posés. Je pense qu'on doit espérer que les syndicats ne feront pas de tels gestes mais, dans des circonstances normales, quand nous aurons signé la convention collective, il faudra s'atteler à la tâche et trouver une nouvelle formule".



La CEQ estime à \$78 millions le total possible des amendes à payer

par Claude VAILLANCOURT

Six représentants syndicaux ont reçu, hier, une sommation les invitant à se présenter devant les tribunaux pour avoir violé la loi 23.

Ces six dirigeants viennent tous de la Côte-Nord et leur comparution a été fixée au 20 avril prochain, au palais de justice de Hauterive.

Il s'agit du président du Syndicat des enseignants du Nordet, M. René Emond, et de cinq responsables de secteur, Alain Fortier, Danièle Bélanger, Alain Larouche, Lise Desrosiers et Annette Roy.

La CEQ avait reçu, à 15h30, hier, 124 sommations de poursuites au nom de la centrale et de ses syndicats affiliés.

A elle seule, la centrale syndicale écopait de 72 sommations lui reprochant "d'avoir usé de manoeuvres en vue de provoquer l'absence des cours d'enseignants ou d'élèves, de n'avoir pas "pris les moyens appropriés pour amener ses membres à obtempérer à l'article 3 de la loi" et d'avoir commis une infraction à l'article 18 de la loi".

Fait à remarquer, à l'exception du syndicat du sud-ouest du Québec, soit le territoire du ministre Oswald Parent, le grand responsable de la négociation auprès du cabinet Bourassa, toutes les plaintes signifiées, hier, se localisaient dans l'Est du Québec, soit les régions de la capitale, du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Le CEGEP de Sainte-Foy a logé une plainte, relativement à deux articles, concernant ses enseignants.

Le Syndicat des professeurs du Québec métropolitain a reçu cinq sommations à la suite de plaintes logées par la Commission des écoles catholiques de Québec et les commissions scolaires régionales Orléans, Beauport et Montmorency.

Cinq poursuites ont été entamées contre le Syndicat des enseignants de la banlieue de Québec.

Au Saguenay, la commission scolaire régionale Saguenay et les commissions scolaires locales de Chicoutimi, Valin et Port-Alfred ont procédé contre leurs employés.

La comparution a été fixée au 26 avril.

Tout près, les enseignants de Lapointe, dans la région représentée par le ministre du Travail, M. Gérard Harvey, ont reçu quatre sommations de la part de quatre commissions scolaires.

Dans la région de Rivière-du-Loup, le syndicat d'enseignants du Grand-Portage écope de six sommations de la part des commissions scolaires locales. La commission scolaire régionale n'a pas poursuivi jusqu'à maintenant.

La comparution a été fixée au 25 mai.

Sur la Côte-Nord, les sommations visent les dirigeants syndi-

caux et leur date de comparution a été fixée au 20 avril.

Sept sommations ont été aussi livrées aux enseignants de Chauveau-Charlebourg, et six autres à ceux de la régionale Louis-Frédette.

Selon "des calculs approximatifs et prudents" de la centrale dirigée par M. Yvon Charbonneau, et compte tenu du nombre d'employeurs et du nombre de poursuites possibles, et nonobstant les poursuites envers des individus, la CEQ évalue à \$78 millions la somme maximale des amendes possibles qu'elle aura à payer.

"Ceci représente le coût du vélocrome olympique ou du congé de maternité", note ironiquement un représentant de la centrale.

Cette enseignante qui participait à une manifestation devant le bureau du ministre Oswald Parent, à Hull, s'est aperçu trop tard qu'elle venait de s'asseoir sur de la peinture fraîche.

ATTENTION

Tapis.....\$2 v.a.
Tapis commercial.....\$3.79 v.a.
Tapis Shag.....\$4.89 v.a.
Prélat.....\$1.19 v.a.

872-1948

LA BIJOUTERIE FERNAND BEAUPRE
461, Hermine 524-1135
Les meilleurs prix en ville. Vous reviendrez... vous verrez! SPECIAL: nous perçons les oreilles.
\$3.00 avec poinçon
\$6.00 avec boucles d'oreilles 10K



Fernand Beaupré

CENTRE DE FORMATION ET DE CONSULTATION
PROGRAMME DE SESSIONS PUBLIQUES
Mai 1976

Le Centre de Formation et de Consultation offre aux cadres et dirigeants d'entreprise un programme annuel de sessions publiques depuis près de quinze ans. Ces sessions visent à aider les participants à développer leurs habiletés administratives sur des thèmes de pointe en management. Les sessions qui se tiendront au mois d'avril 1976 sont les suivantes:

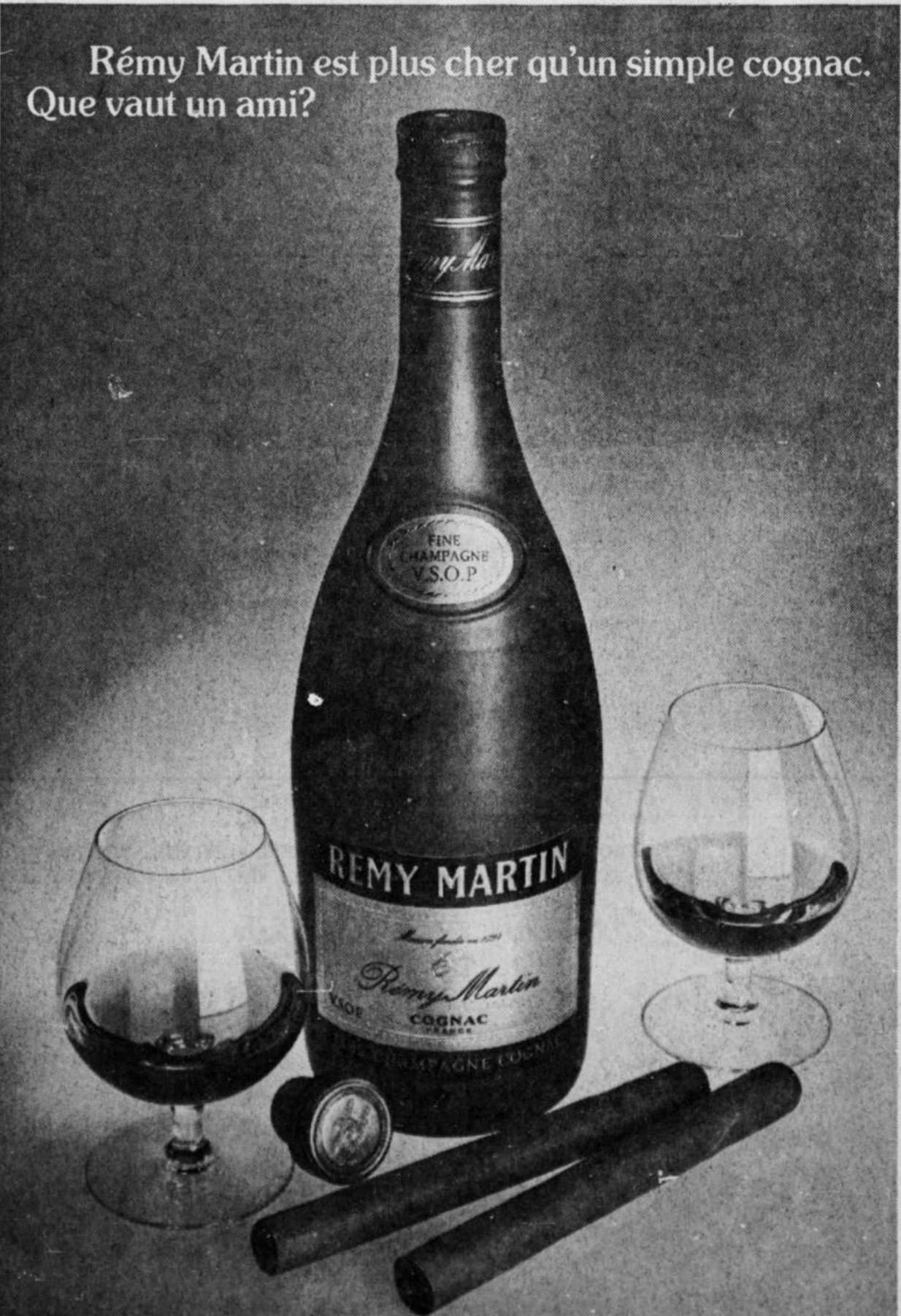
SESSION	CLIENTELE VISEE	DATES	ENDROIT
Appréciation du personnel par simulation (APS)	Spécialistes de la sélection et de la gestion du personnel	3-4-5-6 mai	Montréal
Les Entrevues de gestion (SEG)	Cadres et spécialistes (Line et Staff)	11-12-13 mai	Québec
La Fonction Formation dans les Organisations (SFF)	Spécialistes de la formation du personnel et du développement organisationnel	18-19-20 mai	Montréal
Le Manager et ses Transactions inter-personnelles dans l'entreprise (MTIE) (selon l'approche de l'Analyse transactionnelle)	Cadres et spécialistes (Line et Staff)	18-19-20 mai	Montréal
La Direction Participative par les Objectifs (DPO)	Cadres et spécialistes (Line et Staff)	18-19-20 mai	Québec

Les frais de participation sont de \$75 par personne, n'incluant pas les frais de séjour, à l'exception de la session "Appréciation du Personnel par Simulation" pour laquelle les frais de participation sont de \$100.
Pour vous inscrire ou obtenir plus de détails sur ces sessions ou sur le programme annuel, veuillez vous adresser au:

à Montréal: Michèle Gagnon 1-514-526-9406
à Québec: Charlotte Martineau 1-418-668-5346

CENTRE DE FORMATION ET DE CONSULTATION
2336, chemin Ste-Foy, Québec.
822 est, rue Sherbrooke, Montréal, P.Q.

Rémy Martin est plus cher qu'un simple cognac.
Que vaut un ami?

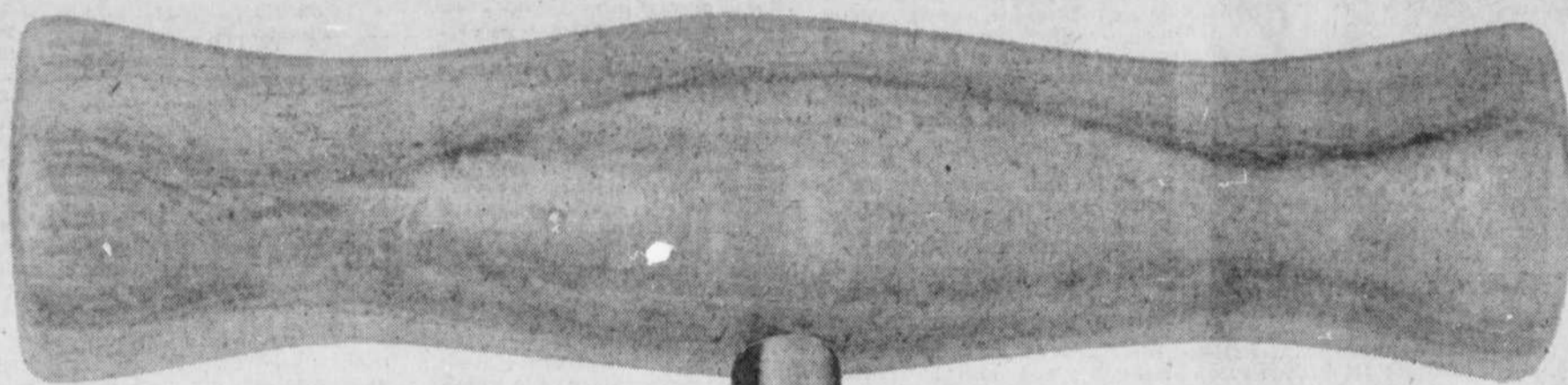


RÉMY MARTIN
FINE CHAMPAGNE
V.S.O.P

RÉMY MARTIN
COGNAC

Rémy Martin Fine Champagne Cognac

L'Aircaneurope vous propose 110 façons de savourer l'Europe.



L'Aircaneurope, les seules vacances européennes garanties par Air Canada, c'est onze destinations irrésistibles: Paris-la-grande, Londres-la-mystérieuse, Zurich-la-superbe, Francfort-l'exubérante, Bruxelles-la-ravissante, Glasgow-la-belle, Moscou-la-merveilleuse, Copenhague-la-rieuse, Vienne-la-spectaculaire, Prague-la-douce, Shannon-la-joyeuse.

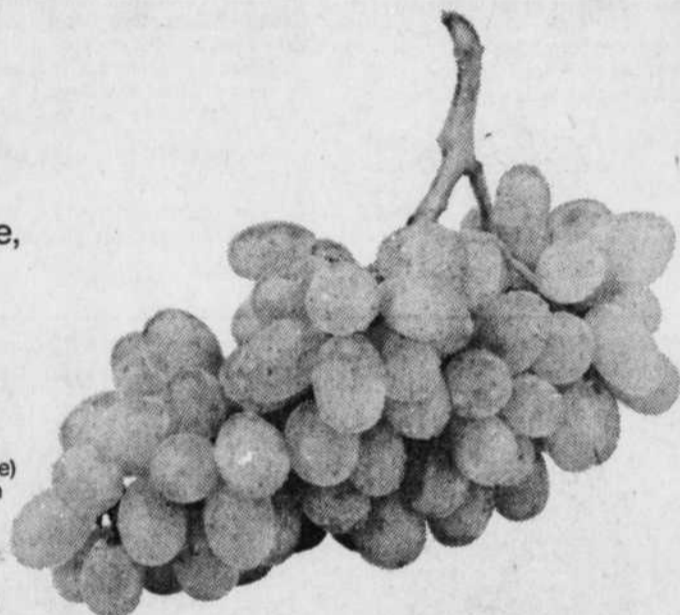
Onze destinations dont vous pouvez faire, à votre guise, vos portes d'entrée et de sortie, ouvrant sur une Europe toujours aussi appétissante. Ce qui vous laisse un choix de 110 possibilités différentes de profiter de l'Aircaneurope. Avec ses châteaux, ses spectacles, ses bonnes tables, ses grands hôtels, son hospitalité.

L'Aircaneurope, c'est une délicieuse façon de vivre, de découvrir ou de redécouvrir l'Europe. Sans problème, en toute quiétude.

L'Aircaneurope, c'est des circuits-vacances ensorcelants vous permettant de vous offrir votre Europe préférée. C'est l'Europe réinventée selon vos goûts. Et pour vous mettre quelque peu en appétit, voici quatre exemples de ce que le printemps et l'été vous réservent en Aircaneurope.

PARIS

Offrez-vous Paris et la France comme vous les aimez. Paris arts, Paris mode, Paris bohème, Paris snob, Paris soleil, Paris lumières, Paris histoire, Paris trottoirs, Paris chéri...

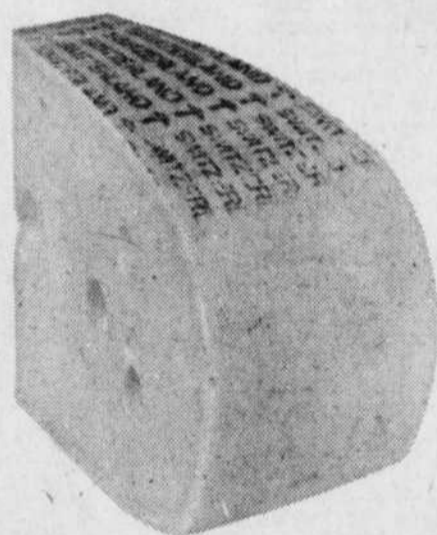


Excursion 22-45 jours
\$467* (aller et retour en classe économique en vigueur du 1^{er} juin au 31 août 1976)

7 départs par semaine de Mirabel en 747 Air Canada ou Air France, à compter du 25 avril. Départs quotidiens, à compter du 12 juin.

ZURICH

Le raffinement de Zurich est à l'image de la Suisse tout entière, véritable paradis terrestre. Les lacs et les montagnes, d'une beauté inégalée, ont donné un cadre enchanteur et fabuleux à un art de vivre auquel il faut goûter.



Excursion 22-45 jours
\$502* (aller et retour en classe économique en vigueur du 1^{er} juin au 31 août 1976)

Départ quotidien de Mirabel en 747 ou DC-10 Air Canada ou Swissair.

LONDRES

L'Angleterre, Londres en particulier, a tout à offrir. Suivant votre appétit et vos goûts, vous en savourerez un ou plusieurs aspects: nature, histoire, culture, mode, extravagance, noblesse, etc.



Excursion 22-45 jours
\$452* (aller et retour en classe économique en vigueur du 1^{er} juin au 31 août 1976)

Départ quotidien de Mirabel en jet Air Canada ou British Airways.

FRANCFORT

Métropole financière d'une Allemagne tournée vers l'avenir, Francfort bat au rythme d'une population riieuse et exubérante. Dans un cadre naturel particulièrement enchanteur, l'Allemagne, industrielle ou romantique, explose de vie. On y célèbre l'avenir tous les jours!



Excursion 22-45 jours
\$502* (aller et retour en classe économique en vigueur du 1^{er} juin au 31 août 1976)

5 départs par semaine, de Mirabel, en jet Air Canada ou Lufthansa. 6 départs par semaine, à compter du 16 mai.

*Ces tarifs sont sujets à l'approbation gouvernementale. Taxe de transport aérien en sus.

Informez-vous auprès d'Air Canada ou de votre agent de voyage au sujet des tarifs spéciaux "de classe vol nolisé".

L'Aircaneurope vous propose ce printemps et cet été une Europe plus savoureuse que jamais. Ça donne le goût de voyager. Consultez Air Canada ou votre agent de voyage qui sauront vous apprêter un voyage de rêve.

Ony va? Ony va!



AIR CANADA



Le chef du Parti québécois juge la loi 23 "immorale"

MONTREAL (PC) — Le président du Parti québécois, M. René Lévesque, juge la loi 23 "immorale".

Pour le chef péquiste, il s'agit là d'une provocation inqualifiable de la part d'un gouvernement qui a toujours le bâton dans les mains et qui n'hésite jamais à s'en servir.

Après avoir adopté une loi aussi "dangereuse", le gouvernement Bourassa ne doit pas se surprendre si des syndicats la défient et il doit même leur permettre de se défouler.

Dans une entrevue accordée au quotidien La Presse, M. Lévesque a

rappelé qu'il faisait partie du gouvernement lorsque les fonctionnaires ont obtenu le droit de grève, en 1964. "Tout le monde avait une main sur le coeur et l'autre sur l'Évangile."

"Du côté des syndicats, on disait que ça allait être le test de notre maturité collective, parce que tout le monde savait à quel point ça allait être délicat, et à quel point ça serait même impensable qu'ils puissent paralyser les services publics essentiels de la collectivité. Depuis 12 ans, le test n'a pas été très probant, admettons-le", a dit M. Lévesque.

"Nous avons deux forces qui sont en même temps deux faiblesses. D'une

part, nous avons un gouvernement avec une force énorme dont il peut abuser et qui est le bâton. Dans le gouvernement t'as aussi une maudite faiblesse, parce qu'il n'y a pas la moindre perspective de ce que sont des négociations civilisées, des négociations ouvertes."

Radicalisme verbal

"Du côté syndical, nous avons une faiblesse aussi grave. Du point de vue des perspectives stratégiques, ils font des erreurs de calcul fondamentales. Comme tout syndicat jeune, ils sont portés à faire du radicalisme verbal

qui dépasse la pensée."

"Il faudra tout de même trouver, avec la loi 23, le moyen de négocier... avec ou sans le concours des pseudo-médiateurs que sont les commissaires au différend scolaire tel que défini par la loi 23."

Socialement et politiquement, estime M. Lévesque, il est impensable de

vouloir retirer le droit de grève aux employés des secteurs public et parapublic, même s'il s'agit là d'un droit fictif. De la même façon, le syndicalisme d'affaires appliqué au secteur public n'est pas viable.

"La grève générale, dans des secteurs essentiels, poursuit l'homme politique, ça vaut de 24 à 48 heures, pas plus. On n'imagine pas une grève

illimitée à moins de dire qu'on est dans un contexte révolutionnaire. C'est le maquis alors."

Le gouvernement de M. Bourassa ne doit pas se surprendre, ajoute-t-il, et "grimper dans les rideaux" parce que la loi 23 suscite des remous. "Espérons que le gouvernement ne perdra pas les pédales pendant quelques jours. Après Pâques, on verra."

La majorité des professeurs était de retour en classe hier

MONTREAL (PC) — La majorité des 95,000 enseignants du Québec étaient de retour en classe, hier. Toutefois, des arrêts de travail sporadiques se sont poursuivis dans les hôpitaux de la région métropolitaine alors que les leaders syndicaux réaffirmaient leur intention de continuer à défier la loi 23 supprimant le droit de grève dans l'éducation.

Les employés de soutien de 15 principaux hôpitaux montréalais n'ont pas repris le travail. Dans la plupart des institutions, les services essentiels ont été maintenus, mais selon un porte-parole de l'Hôtel-Dieu, la totali-

té des employés de soutien avaient débrayé à cet hôpital, ne laissant en opération que les services d'urgence.

A l'hôpital Notre-Dame, un porte-parole a indiqué que plus de 80 pour cent des syndiqués ne s'étaient pas présentés au travail, rendant nécessaire l'évacuation de 150 patients vers d'autres institutions.

Alors que les enseignants étaient de retour, certains étudiants ont décidé de boycotter les cours dans plusieurs écoles secondaires et collèges pour appuyer les revendications de leurs professeurs. Les étudiants ont

même été jusqu'à dresser des lignes de piquetage que, dans certains cas, les enseignants ont refusé de franchir, défiant une fois de plus la loi spéciale.

Au collège Dawson, le plus important de la province, les enseignants et les employés de soutien ont poursuivi leur débrayage et les étudiants se sont joints à leurs lignes de piquetage, devant le campus principal de l'école.

Onzième loi spéciale en dix ans

MONTREAL (PC) — La loi spéciale adoptée la semaine dernière et ordonnant aux enseignants de demeurer à leur poste pour 80 jours est la 11e mesure législative de la province de Québec, durant les 10 dernières années, destinée à forcer le retour au travail de grévistes.

Le gouvernement a adopté des lois spéciales en 1967 et en 1972 pour mettre un terme à des conflits chez les professeurs. Les employés du transport en commun de Montréal ont aussi été visés par ces mesures, une première fois en 1967, de même qu'en septembre dernier.

Au printemps de 1972, la loi 19 a été sanctionnée pour mettre un terme à la grève de 210,000 membres d'une coalition de syndicats de fonctionnaires.

MM. Louis Laberge, Marcel Pepin et Yvon Charbonneau, dirigeants de ce front commun, ont alors été condamnés à un an de détention pour outrage au tribunal.

Du côté de l'entreprise privée, on a forcé le retour au travail à deux reprises et, dans les deux cas, il s'agissait de travailleurs de la construction.

Violence
En 1970, le gouvernement a mis un terme à une grève d'un mois de 40,000 ouvriers de la construction du Québec. En 1972, à la suite de flambées de violence, on a émis un ordre de retour au travail pour apaiser la rivalité entre la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ).

A l'automne de 1969, ce fut au tour des policiers et des pompiers de Montréal de reprendre leur poste sous la contrainte après un débrayage de 16 heures. Ce conflit a été marqué par des affrontements violents entre policiers grévistes et des membres de la Sûreté du Québec.

D'autres lois spéciales ont mis fin à des arrêts de travail, dans les hôpitaux en 1970 et à l'Hydro-Québec en 1972.

Un médiateur pour les grèves, M. Stanley Hart, a mentionné que la législation interdisant les ralentissements

de travail pour la balance de l'année scolaire est la seule mesure provinciale d'urgence des dernières années à contraindre des grévistes à

reprandre le travail et ne comportant pas de clause en vue de l'adoption d'une convention collective.



Une Tenue "Rétro"
Nous sommes tous d'accord... c'est une robe qui devient robe de bal ou peut se porter à une cérémonie particulière. Ivoire, 6 à 14. \$150.

LOUSON LTEE
Il n'y a qu'un seul Louison il est entre Dorchester et Caron
275 est, St-Joseph, Québec 2. Entre Dorchester et Caron.

Découvrez les BEAUX PRIX sur le 26 oz de Pepsi.



Oui. Pepsi a de beaux prix en tête...pour vous. C'est-à-dire que les bouteilles de 26 oz de Pepsi-Cola portent l'étiquette BEAUX PRIX*...pour annoncer des économies, de belles économies. Venez voir les BEAUX PRIX Pepsi chez tous les marchands participants. Vous trouverez les BEAUX PRIX aussi sur les bouteilles de Diet Pepsi.

RETOURNABLE:
25¢
(plus dépôt remboursable)
OU MOINS

BEAU PRIX SUGGÉRÉ.

Pepsi a de beaux prix en tête.

*Les BEAUX PRIX sont déterminés à partir des prix courants et sont en vigueur jusqu'à l'épuisement des stocks dans la région desservie par l'embouteilleur Pepsi-Cola de Québec. "Pepsi-Cola" et "Pepsi" sont des marques déposées de PepsiCo, Inc.

Il se pourrait que les étudiants de 30 CEGEP décident de faire de l'occupation

par Jean MARTEL

Les étudiants d'une trentaine de CEGEP ont dénoncé, hier, la loi 23 sur le maintien des services en éducation et ont exigé que le gouvernement la retire.

Cette prise de position a été communiquée par l'Association nationale des étudiants du Québec (ANEQ) à l'occasion d'une conférence de presse. L'ANEQ avait lancé dernièrement un mot d'ordre à tous les étudiants de CEGEP de tenir hier des assemblées générales pour étudier la loi 23 et la question du rattrapage scolaire.

Le syndicat des professionnels répond "non"

C'est par un "non" catégorique que le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec a rejeté les dernières offres du gouvernement québécois.

Jacques Doré, président du syndicat, a révélé hier que 81 pour cent des 2.000 membres du syndicat qui ont voté avaient suivi la recommandation négative de leur comité de négociation.

De plus, une majorité de 70 pour cent, — plus de la moitié des 5.000 membres du syndicat n'a pas participé au scrutin — ont mandaté leurs représentants syndicaux afin qu'ils accentuent les moyens de pression sur le gouvernement, excluant la grève illimitée.

Parmi ces moyens de pression, a déclaré M. Doré, le syndicat a l'intention de dévoiler "certains dessous peu reluisants de la fonction publique afin que la population puisse constater la sous-utilisation des professionnels la mauvaise administration des professionnels et la mauvaise administration gouvernementale.

Si lettres il y a...

OTTAWA (PC) — S'il existait des lettres indiquant qu'un ministre du cabinet fédéral était impliqué dans l'affaire de Sky Shops, elles devraient être remises à la Gendarmerie royale. C'est ce qu'a affirmé, hier, le premier ministre Trudeau.

Il répondait au député Allan Lawrence (conservateur) qui venait de lire des fragments de lettres laissant entendre que le ministre Jean Marchand, en 1971, insistait pour que le ministre du Transport prolonge un bail couvrant les magasins Sky Shops, sans appel à des soumissions.

ciation nationale des étudiants du Québec (ANEQ) à l'occasion d'une conférence de presse. L'ANEQ avait lancé dernièrement un mot d'ordre à tous les étudiants de CEGEP de tenir hier des assemblées générales pour étudier la loi 23 et la question du rattrapage scolaire.

M. James Demers, membre de l'exécutif de l'ANEQ, a déclaré que l'Association donnerait bientôt un mot d'ordre à tous les étudiants de CEGEP. Cette directive, qui serait faite en coordination avec le Front commun, serait adressée à tous les étudiants et porterait sur un moyen d'action que tous devraient appliquer en même temps.

M. Demers n'a pas voulu dévoiler en quoi consisterait ce mot d'ordre, mais il semble qu'il s'agirait d'une occupation des CEGEP.

D'autre part, M. Demers, qui faisait un résumé des assemblées générales tenues hier dans les CEGEP, a affirmé que les étudiants

avaient rejeté l'idée d'un débrayage général illimité.

Récupération
Les étudiants se sont aussi opposés à un calendrier de rattrapage qui rallongerait l'année scolaire.

M. Demers a admis que la session d'hiver des collèges était grandement perturbée et que dans certains cas elle était perdue. Malgré cela, les étudiants ne veulent pas rattraper le temps perdu en prolongeant la session.

Ils proposent, par contre, que des ententes soient conclues avec les professeurs pour reprendre l'enseignement qui n'a pas été donné. Il semble donc, dans leur optique, que ce rattrapage se ferait à l'intérieur de la session, et non pas après.

Toutefois, il est à remarquer que les professeurs s'entendent sur cette question à la position de la Fédération nationale des enseignants du Québec (CSN), qui a établi qu'il n'y aura aucune participation des professeurs à un calendrier de rattrapage

avant que la convention soit signée.

Validation
Malgré tout, les étudiants veulent que leurs cours soient reconnus par le ministère et soient validés, même si le contenu de certains cours a été très mince.

Selon M. James Demers, les étudiants s'opposent à une prolongation de la session d'hiver parce qu'ils ont besoin de leurs périodes de vacances pour gagner de l'argent.

Quant au calendrier de récupération que le gouvernement a demandé aux CEGEP, il ne s'agit là, toujours aux yeux de M. Demers, que d'un moyen que se donne ce même gouvernement pour se sauver la face. "Le gouvernement, a-t-il ajouté, n'est pas intéressé à développer l'éducation au Québec. Il est responsable de la situation".

Une autre journée
La journée d'hier que les étudiants ont prise pour pro-

tester contre la loi 23 et pour s'opposer à la prolongation de leur session constitue une autre journée qui s'ajoute aux nombreux jours qu'ils ont déjà perdus depuis les Fêtes.

C'est le 22 avril que les CEGEP doivent, à la deman-

de du ministère de l'Éducation, remettre leur projet de calendrier de récupération. Il semble déjà assuré que les administrateurs des CEGEP n'auront presque pas de collaboration de la part des professeurs et des étudiants pour l'établissement de ce calendrier.

Couvrez-la de chaînes...

Elle adore ça!

Chaînes en or au cou ou au poignet font partie de la personnalité même de la femme moderne. Elle n'en a jamais trop. Birks vous en propose tout un choix: motifs, longueurs et prix variés. Les chaînes illustrées ci-dessus sont en or jaune 18 ct, et coûtent de \$50. à \$200.

Assortiment en or 10, 14, 18 carats à des prix imbattables.

16, de la Fabrique 692-3822 Place Québec 529-0231 Place Ste-Foy 653-4035

BIRKS JOAILLIERS

Fleurs de porcelaine vase en plaqué argent

Un bouquet coloré de fleurs en porcelaine anglaise... disposées dans un vase rond de plaqué argent.

Le tout mesure environ 3½" x 4". Un cadeau charmant. \$15.00

16, de la Fabrique - 692-3822
Place Québec - 529-0231
Place Ste-Foy - 653-4035

BIRKS JOAILLIERS

Et enfin voici nos modèles pour dames !

Les exceptionnelles **MONTRES A LECTURE DIRECTE DE BIRKS**

Habillez votre poignet d'une montre électronique à fonctions multiples... au bracelet léger et extensible. En pressant le bouton vous obtiendrez une lecture de l'heure, des minutes, des secondes, du jour et du mois. En or blanc ou jaune. Modèles illustrés, fini satiné, \$135. A droite, fini broissé, \$165. Toutes les montres à bouton-poussoir de Birks ont une garantie de 18 mois.

16 de la Fabrique 692-3822 Place Québec 529-0231 Place Ste-Foy 653-4035

BIRKS JOAILLIERS

National SPÉCIAUX DE BLANC

LATEX SATIN D'INTERIEUR 800 BLANC
PRIX SUP. \$18.25 **SPÉCIAL \$10.⁵⁰**

SUPER LATEX D'EXTERIEUR 950 BLANC
PRIX SUP. \$19.40 **SPÉCIAL \$12.⁵⁰**

FINI SEMI-LUSTRE D'INTERIEUR 500 SUPER BLANC
PRIX SUP. \$18.15 **SPÉCIAL \$12.⁵⁰**

SUPER BLANC 301 EMAIL
PRIX SUP. \$21.15 **SPÉCIAL \$14.⁵⁰**

LA PEINTURE QUI DURE... LONGTEMPS

TÔLE GAUFREE DE QUÉBEC INC.
49, MARIE-DE-L'INCARNATION Québec 681-6221
Plaza Léo-T. Julien Rte du Lac-Beauport N.-D.-des-Laur. 849-2817

A vous de juger

DECLARATION DE M. FERNAND N. PEPIN VICE-PRESIDENT ADMINISTRATIF DE LA S.A.Q.
"UN COMMIS DE MAGASIN SE COMPARE A UN AUTRE COMMIS DANS LE SECTEUR PRIVE."
RE: RADIO-QUEBEC "AU FIL DE L'ACTUALITE" 12 FEV. 1976

COMMIS	DOMINION	CO-OP	HYPERMARCHÉ	JUILLET 75
STEINBERG SEPT. 74	SEPT. 74	JANV. 75	MARS 75	ANCIENNETÉ OFFRE
\$194.50	\$182.50	\$219.40	\$190.00	1 AN \$150.00
2 ANS D'ANCIENNETÉ				2 ANS \$156.75
				3 ANS \$163.80
				4 ANS \$171.17
				5 ANS \$178.88

A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL

Syndicat des employés de magasins et de bureaux de la SAQ



Même les universités seraient visées par la loi 23

La loi 23 concernant le maintien des services dans le domaine de l'éducation et qui interdit le lock-out, la grève et les ralentissements de travail pour une période de 80 jours dans le secteur des CEGEP et dans celui des commissions scolaires, peut amener le gouvernement à interpréter, selon sa fantaisie, l'article 5 de ladite loi à l'endroit du personnel, professoral ou de soutien, des universités québécoises. N'y est-il pas dit, "que le présent article s'applique dans le cas de tous les établissements, qu'ils soient privés ou publics, et qu'ils soient ou non visés par les dispositions de la présente loi".

Est-ce avec intention que le gouvernement aurait voulu laisser une échappatoire au personnel des universités dans l'application stricte de la loi 23? Il ne le semble pas, même si le gouvernement ne désigne pas nommément les universités dans cette loi adoptée le 12 avril. Le ministère de l'Éducation lui-même demeure muet comme carpe sur une extension possible de l'esprit de la loi. C'est assurément se ménager une porte de sortie, à défaut de recours éventuel à des moyens d'action plus directs.

ment les universités dans cette loi adoptée le 12 avril. Le ministère de l'Éducation lui-même demeure muet comme carpe sur une extension possible de l'esprit de la loi. C'est assurément se ménager une porte de sortie, à défaut de recours éventuel à des moyens d'action plus directs.

C'est du moins l'opinion qui prévaut dans les différents syndicats des universités, à l'UQAM, à Laval et ailleurs.

A l'Université du Québec à Montréal (14,000 étudiants), où le personnel de soutien a fait grève du 2 mars au 6 avril, paralysant l'université bien que l'administration l'ait laissée ouverte, le Syndicat des professeurs et l'Association générale des étudiants ont déserté les salles de cours les 8 et 9 avril.

Le Syndicat des professeurs estime que le plan de consolidation de la session d'hiver 1976, imposé par l'administration, est contraire aux règlements de l'université. Ils ont pris position et demandent que la fin de la session académique se termine le 8 mai, comme prévu.

Le 5 avril dernier, le conseil d'administration de l'UQAM adoptait une procédure de rattrapage en vue d'éviter la prolongation de la session du 8 au 31 mai. Une série de mesures étaient proposées en vue de reprendre le temps perdu dans l'enseignement.

Pour leur part, les étudiants de l'UQAM ont répondu carrément NON à la proposition de l'administration de repousser au 31 mai la fin de la session. Rejoignant ainsi la position prise par le Syndicat des professeurs.

A l'Université de Québec à Chicoutimi et à l'Institut Armand-Frappier (Montréal), les employés de soutien ont également repris le travail après un débrayage de plusieurs semaines.

Université de Montréal

Après des arrêts de travail intermittents, la semaine dernière, les employés de soutien sont de retour à la tâche depuis le 9 avril.

La première convention de travail entre cette université et ses professeurs a été signée, hier. Cette convention

garantit aux professeurs une augmentation de 28,84% sur les traitements au 31 mai 1975, dont 2,34% sous forme de montant forfaitaire. D'une durée d'un an, la convention couvre la période du 1er juin 1975 au 31 mai 1976.

Les deux parties ont négocié une "mini-convention" collective pour cette année: elle comprend toutefois plusieurs clauses normatives. Le syn-

dicat a reconnu les mécanismes de promotion déjà établis par l'université ainsi que le pouvoir de l'assemblée universitaire de faire des règlements concernant le corps professoral.

La présente convention ne modifie pas les échelles de salaires actuelles, qui sont tout simplement prolongées de deux paliers pour les adjoints et les agrégés, d'un palier pour les titulaires.

Une "sorte de guerre" éclate dans une école de l'Ontario

TORONTO (PC) — Un différend qui oppose les enseignants de l'école secondaire de Sault-Sainte-Marie, en Ontario, et leur commission scolaire a dégénéré en "une sorte de guerre", a déclaré, hier, M. Thomas Wells, ministre de l'Éducation.

hâtive consacrée à l'adoption d'une loi forçant le retour au travail des 405 professeurs, M. Wells a soutenu devant la législature qu'on voyait grandir, pour la grève, le sentiment que le gouvernement ne pouvait plus permettre qu'elle se poursuive.

rouvrirait les écoles mardi prochain, mettant un terme à ce que le ministre a décrit comme un arrêt de travail de 12 jours affectant 6.600 étudiants.

Elle permettrait également, grâce à l'arbitrage, de régler le différend sur les contrôles.

Lors d'une séance spéciale et

Si elle est entérinée, la législation

AVIS DE CONVOCATION

Avis est par les présentes donné que: **L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE** des membres de la **CAISSE POPULAIRE DE ST-JOSEPH DE QUEBEC**

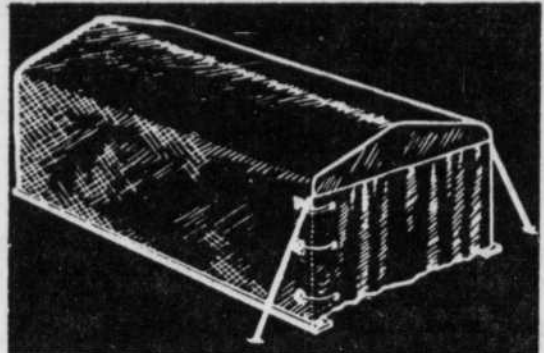
SERA TENUE **LUNDI SOIR LE 26 AVRIL 1976, A 8 HEURES**

Dans la salle de l'école St-Joseph, 520, rue Montmagny, Québec 8, pour l'étude et l'adoption de son rapport annuel au 31 janvier 1976.

Cordiale bienvenue à tous!
Le Secrétaire
YVON VEZINA

Québec, le 15 avril 1976.

REPARATIONS de TOILE de GARAGE



J. ALLEYN LTEE

La plus ancienne manufacture de produits de caennas à Québec.
225, RUE ST-PAUL, QUEBEC 2, QUE.
TEL.: (418) 692-1657-58

Paquet
PLUS PRÈS DE VOUS...

Le confort des tout-petits

Pour la fillette, soulier, en vernis blanc ou noir dans le modèle avec empeigne unie et courroie ajustable. Semelle en composition et talon compensé de 1 pouce de hauteur.

Pts: 8½ à 12. 16.50
Pts: 12½ à 4. 18.00

Pour le garçonnet, cuir tan avec empeigne mocassin et lacé à deux oeillets. Semelle très souple en caoutchouc.

Pts: 8½ à 12 18.00
Pts: 12½ à 4 19.00

R. 57, 2e, Centre-Ville et 857, Place Laurier 2e.

Paquet
PLUS PRÈS DE VOUS...

Cuir souple pour l'élégant

Un soulier de haute qualité en cuir très souple dans les riches tons de noir ou tan. Modèle à lacer à deux oeillets avec piqûres de fantaisie sur l'entrée du soulier. Empeigne unie et semelle simple en composition.

Pointures: 7 à 12.
3200

R. 25, r.-de-ch. Centre-Ville et r. 825, Place Laurier, 1er.

Satisfaction garantie ou argent remis

L'été arrive à grands pas... et Cardinal vous suggère de le passer à bicyclette.

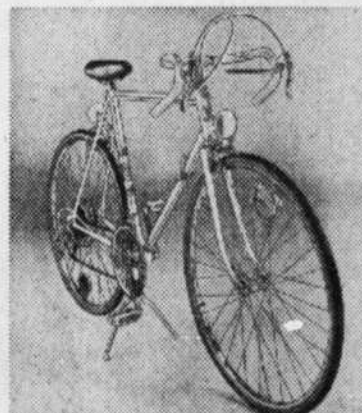
Bicyclettes à 10 vitesses... bicyclettes à 5 vitesses... bicyclettes pour hommes, femmes, garçons et fillettes... bicyclettes construites au Canada... bicyclettes de grande qualité qui offrent une entière sécurité... bicyclettes fabriquées par la Compagnie la plus prestigieuse dans ce domaine.



LA ELITE

Une bicyclette de randonnée à cinq vitesses qui rendra les beaux dimanches d'été plus merveilleux encore. Cadre en acier, guidon de type sport avec poignées de luxe et selle rembourée. Elle offre toute la sécurité nécessaire: garde-chaîne, protège-broches, réflecteurs et bande réfléchissante. Roues de 26". Modèle pour dame avec cadre de 21". Modèle pour homme avec cadre de 23". Biped non compris.

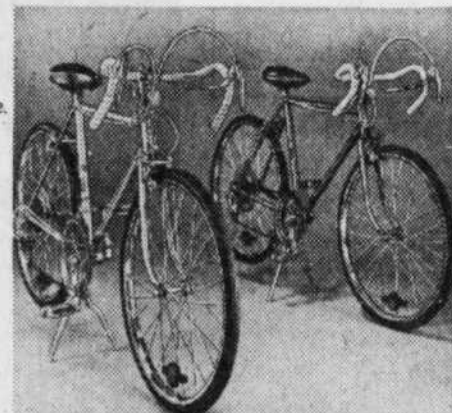
\$99.99



LA TARGA À 10 VITESSES

Un vélo de fabrication canadienne qui tiendra tête à ses rivales européennes beaucoup plus chères. La Targa est un bolide qui laissera les autres loin derrière. Mais c'est aussi un véhicule agréable pour les longues randonnées. Son dérailleur arrière Shimano Positron, une nouveauté de 1976, son cadre en acier solide et léger, son guidon de type course, sa selle, ses 4 réflecteurs de sécurité et ses autres réflecteurs aux pédales en font une bicyclette vraiment complète. Roues de 27". Modèle pour homme avec cadre de 23" ou 21" et modèle pour dame avec cadre de 20" Biped non compris.

\$119.99



LA PURSUIT

Conçue spécialement pour les garçons et les jeunes hommes, elle est à la fois nerveuse et tout à fait sûre. Cadre en acier, guidon de type course et selle rembourée de type course. Réflecteurs de sécurité, réflecteurs aux pédales et bande réfléchissante. Roues de 24". Cadre de 19". Biped non compris.

Modèle à 10 vitesses

\$107.77

Modèle à 5 vitesses

\$99.99

Achetez-la et gagnez-la!

Achetez une bicyclette CCM de n'importe quel modèle chez Cardinal et vous pourriez peut-être gagner la somme que vous aurez déboursée à l'achat. Tout achat effectué le, ou avant le samedi, premier mai, vous donne droit de participer à ce concours. Le samedi, 8 mai, on tirera le nom d'un gagnant dans chaque magasin Cardinal. Tous les gagnants devront répondre à une question mettant leurs connaissances à l'épreuve.

Pour les plus jeunes...

LA MINI-CYCLETTTE DE LEADER

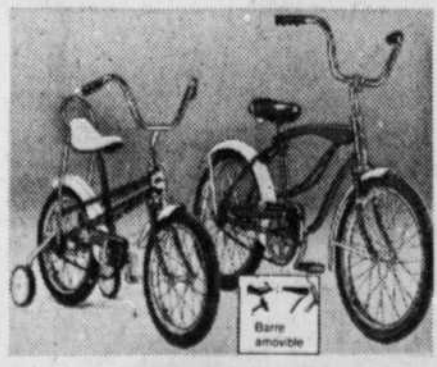
Elle se conduit comme une "vraie" et elle est aussi sûre qu'un tricycle... et de fabrication canadienne. Guidon surélevé et selle polo de type panier. Stabilisateurs de sécurité.

\$46.99

LA BICYCLETTE CONVERTIBLE CORDOBA

Pour garçons et filles... la bicyclette unisexue de fabrication canadienne avec barre amovible, jantes de roues AV et AR recouvertes de chrome. Guidon semi-élevé, selle conventionnelle et réflecteur de 2".

\$49.99



Cardinal vous propose une façon avantageuse de passer l'été à bicyclette: rendez-vous simplement dans un magasin Cardinal. Le choix que vous y trouverez est comparable à celui des grands magasins et vous constaterez que nos prix sont plus qu'intéressants. Examinez nos étalages, consultez le catalogue Cardinal, choisissez votre marchandise et ramenez-la avec vous à la maison. C'est la façon détendue et pratique d'acheter une bicyclette. Et n'oubliez pas que votre argent pourrait vous être remis.



Cardinal

Salle d'exposition et magasin à rayons

- | | | | |
|--|--|--|--|
| <p>Ville de Québec
Galeries de Canardière, boul. Sainte-Anne
Galeries Charlesbourg
Les Cantons de l'Est
Granby - Les Galeries de Granby,
40, rue Evangéline
Sherbrooke - Carrefour de l'Estrie et
101, rue Frontenac
Drummondville - 400, boul. Saint-Joseph
Shawinigan
Plaza de la Mauricie
Sept-Îles
Place des Cormiers, boul. Lauré</p> | <p>Montréal (ouest)
Centre d'Achats Ile-Perrot,
101, boul. Cardinal-Léger
Centre d'Achats West Island Mall
Centre d'Achats Dorval Gardens
Plaza, Newman, LaSalle
5737 ouest, rue Sherbrooke, au coin de Wilson
Mall Cavendish
Centre d'Achats Wilderton
11847, boul. Laurentien, près de Salaberry
Plaza Alexis-Nihon</p> | <p>Montréal (est)
Centre d'Achats Repentigny, 171, boul. d'Iberville
Place Bourassa
4485 est, rue Jean-Talon, près de Pie IX
900 est, rue Saint-Zotique,
au coin de Saint-André
Place Frontenac, 2600 est, rue Ontario,
au coin du Havre
Laval
Centre d'Achats Saint Martin
Carrefour Laval
Centre d'Achats Duvernay, boul. de la Concorde</p> | <p>Rive-Sud
Centre d'Achats régional de Chateauguay
Centre d'Achats Greenfield Park
Place Jacques Cartier,
chemin Chambly, Longueuil
Les Laurentides
Saint-Eustache - 406, boul. Sauvé
Centre d'Achats Sainte-Thérèse,
300, boul. Sicard
Saint-Jérôme - Place Lafontaine,
St Georges, au coin de boul. Labelle</p> |
|--|--|--|--|

Le Syndicat de l'enseignement du Nordet est décidé à contester la légitimité de la loi

par Gilles OUELLET
du bureau du Soleil

SEPT-ILES — Le Syndicat de l'enseignement du Nordet contestera la légitimité de la loi 23 adoptée la semaine dernière par l'Assemblée nationale, et qui interdit les débrayages et les lock-out dans les écoles du Québec jusqu'au 30 juin.

Mardi prochain, au palais de justice de Sept-Iles, où il défendra des dirigeants syndicaux sommés de comparaître à la suite du débrayage

de mardi, Me Robert Lemieux soumettra une motion en cassation de l'acte d'accusation fondée sur des motifs d'invalidité de la loi.

Au terme de la loi 23, des dizaines de responsables syndicaux du Québec seront accusés d'infractions pour avoir "usé de manœuvres en vue de provoquer l'absence aux cours d'enseignants, d'élèves ou de salariés", et de ne pas avoir pris "les moyens appropriés" pour obtempérer à la loi.

Lors d'une conférence de presse, donnée en fin d'après-midi hier, dans les locaux du Syndicat de l'enseignement du Nordet (SEN) à Sept-Iles, Me Lemieux a levé partiellement le voile sur les arguments qu'il emploiera pour contester la loi et pour mener ce qu'il appelle "une bataille judiciaire et morale".

Arguments

Selon Me Lemieux, le gouvernement québécois renvoie, par cette loi 23, tout le domaine des relations de travail au code criminel alors qu'au Canada cela relève du Code civil depuis 1872.

C'est sur ce rappel des événements que Me Lemieux s'est basé pour mettre en doute notamment la constitutionnalité de la loi 23.

Aussi, l'avocat suivra le cheminement du juge en chef de la cour supérieure, M. Jules Deschênes, dans le cas de la grève à la Commission de transport de la communauté urbaine de Montréal, où il demandait en gros au pouvoir politique de cesser d'user d'injonctions et de

lois spéciales pour régler des conflits ouvriers.

A propos de la bataille morale, Me Lemieux argumentera sur le fait qu'à l'extrême limite, lorsque les employés de l'Etat veulent appliquer ce qu'une loi leur permet depuis 12 ans, soit la grève, le gouvernement intervient et l'enlève.

Le SEN a confié un mandat à Me Lemieux pour entreprendre cette lutte. Un permanent syndical, M. Paul-E. Giguère, a précisé que le SEN évaluerait la situation régulièrement avant de s'engager plus avant.

Me Lemieux n'a pas raté l'occasion pour attaquer à fond le gouvernement et surtout des dirigeants libéraux, en accusant quelques-uns de "de faire des millions avec la Société des alcools" tandis que le premier ministre "mesquine sur les salaires à donner à ceux qui veillent à la santé des malades et à l'éducation de nos enfants".

Poursuites

Par ailleurs, c'est Me Gontran Rouleau, de Baie-Comeau, qui représentera le ministère public dans les différentes causes découlant

de la désobéissance à la loi 23 sur la Côte-Nord.

A l'heure actuelle, au moins trois centrales syndicales, la CEQ, la FTQ et Provincial association catholic teachers, regroupant plus de 2.000 membres sur le territoire, sont sur la liste des poursuivis, et au moins une douzaine de dirigeants syndicaux.

Une évaluation sommaire révèle que par suite du débrayage de mardi, ces poursuites contre des individus et groupes de Sept-Iles et Port-Cartier seulement signifient des amendes possibles d'un minimum de \$110.000 et maximum de \$1.1 million.

Enfin, les enseignants de Sept-Iles ont annoncé quelques décisions au terme d'une assemblée: ils refusent de collaborer à tout plan de rattrapage pour les journées de lock-out et débrayages, et ce, à cause de la loi spéciale; ils invitent les principaux d'écoles à ne pas être des délateurs en collaborant avec le gouvernement dans l'application de la loi 23; et ils félicitent le gouvernement qui, par cette loi, a créé l'unanimité chez les enseignants de Sept-Iles.

Sept-Iles aura bien son école privée

par Gilles OUELLET
du bureau du Soleil

SEPT-ILES — Le projet d'implanter une école secondaire privée à Sept-Iles paraît résolument engagé sur la voie de la réalisation.

Sans tambour ni trompette, des réunions se tiennent régulièrement pour garder le dossier à jour, se conformer aux exigences du ministère de l'Éducation et voir à l'organisation de cette future institution d'enseignement.

D'abord, le groupe de citoyens que préside l'homme d'affaires Guy Saint-Amant vient d'apprendre que le ministère des Institutions financières a accepté le nom d'Institut d'enseignement élémentaire et secondaire des Sept-Iles Inc. pour désigner la corporation qui soutiendra cette école.

Par ailleurs, en prévision d'une rencontre qu'ils auront avec le Comité des institutions privées dans le courant de la dernière semaine d'avril, les promoteurs ont préparé un budget-type, ont déniché un édifice pouvant abriter les locaux et ont recruté du personnel enseignant.

Ainsi, le budget pour la première année serait de l'ordre de \$300.000, sans compter \$30.000 pour aménager la bâtisse "qui se trouve dans le secteur industriel de la ville".

En ce qui concerne le recrutement du personnel enseignant, le groupe cherchait une douzaine de personnes. Or, à l'heure actuelle, sept professeurs de la Côte-Nord ont donné leur nom et une communauté religieuse de Trois-Rivières peut dépecher huit frères à Sept-Iles.

Cette école qui doit ouvrir ses portes en septembre, dispensera l'enseignement sur les cinq degrés du cours secondaire.

Enfin, à propos de la clientèle, le nombre sera limité à 240; mais au rythme où vont les inscriptions, M. Saint-

Amant a dit croire qu'elles dépasseront facilement les 400.

Les frais d'inscription devraient se situer autour de \$600 par année. Les quelque 150 étudiants de Sept-Iles qui fréquentent actuellement des écoles privées à Montréal, Québec ou à La Pocatière coûtent jusqu'à \$2.500 chacun à leurs parents.

Les raisons données pour organiser cette première école privée sur la Côte-Nord sont connues: le nombre d'échecs, les perturbations, le relâchement et la piètre qualité de l'enseignement des écoles publiques, alors que l'école privée assurerait une meilleure discipline, un meilleur enseignement et aurait un climat plus sain pour l'épanouissement des enfants.

NOUVEL ASSOCIÉ



Me LUC PARADIS

Me Guy Des Rivières, Me René Paquet, Me Serge Vermette, Me Claude Bérubé et Me Richard Thivierge de l'étude Des Rivières & Associés sont heureux d'annoncer à leur distinguée clientèle que Me Luc Paradis s'est joint à leur étude. Admis au Barreau en 1975, Me Paradis a fait ses études à Québec et détient une licence en droit de l'Université Laval. Il exerce sa profession d'avocat au 71, rue St-Pierre, à Québec. (ANNA)

Une bonne raison de laisser H&R Block se préoccuper de vos impôts

Nos frais incluent votre déclaration d'impôt Fédérale et Provinciale. Comme nos frais sont basés sur la complexité, plus votre déclaration est simple, plus bas sont nos frais.

Soyez rassuré sur vos impôts.

H&R BLOCK

POUR VOTRE IMPÔT

TEL.: 522-5144 — QUÉBEC

578, rue St-Jean (Ste-Claire) - 115 est, rue St-Joseph (Langelier)

LES SAULES 1223, boul. Masson (Père-Lelièvre)	LIMOILOU 555, de la Concordie (9e Rue)
LEVIS 41, av. Bégin (St-Thomas)	ST-SACREMENT Centre d'achat Innovation
CHARLESBOURG 7355-4, 1re Avenue (73e Rue)	STE-FOY Place Naville 3400, Quatre-Bourgeois (Henri IV)

Aux Magasins: **Sears** • Place Fleur de Lys • Place Laurier • Galeries Chagnon

Au Magasin: **LaSalle** **GIFFARD** 1515, d'Estimouville

HEURES DES MAGASINS

Autres bureaux à: **MATANE • ST-GEORGES DE BEAUCHE • ORIOUITHI • SACRÉ-COEUR • ST-ANSELME • ALMA • JONQUÈRE • MONTMAGNY**

SUR SEMAINE DE 9 A.M. à 5 P.M.
SAMEDI DE 9 A.M. à 5 P.M.
SANS RENDEZ-VOUS

HARVEY WOODS
un choix de vêtements qui plaît vraiment aux hommes...

Gilet sport réalisé en fil 50% polyester Fortrel et 50% coton. Encolure ronde, poche au corsage. Manches courtes. Gamme de teintes: blanc, brun, marine, bleu. P.M.G.XG. 4.00

Bikini en 100% nylon extensible avec bordure extensible à la cuisse et à la taille. Blanc, bleu, vert, jaune, beige, noir, rouge, or. P.M.G.XG. 2.50

Minislip en tricot 100% polyester avec riches imprimés et bordures de teinte unie. C'est le minimum requis pour être à la mode. P.M.G.XG. 5.00

Mercerie pour hommes, r. 18, r-de-ch. Centre-Ville
tél.: 524-5121 et r. 818, Place Laurier, 1er, tél.: 651-7070.

SATISFACTION GARANTIE OU ARGENT REMIS

CENTRE-VILLE PLACE LAURIER

Paquet
PLUS PRÈS DE VOUS.

Spécialités Gourmet enr.
651-4775
PLACE LAURIER STE-FOY

... VOUS OFFRE SES JOYEUSES PÂQUECONOMIES

Sur tous les items 1976 des réputés familles: Héritage, Cartier, Caribou de même que les articles de gourmet et fine cuisine ainsi que toutes les pièces "décor".
PRODUITS CERAMIQUE DE BEUCE inc.

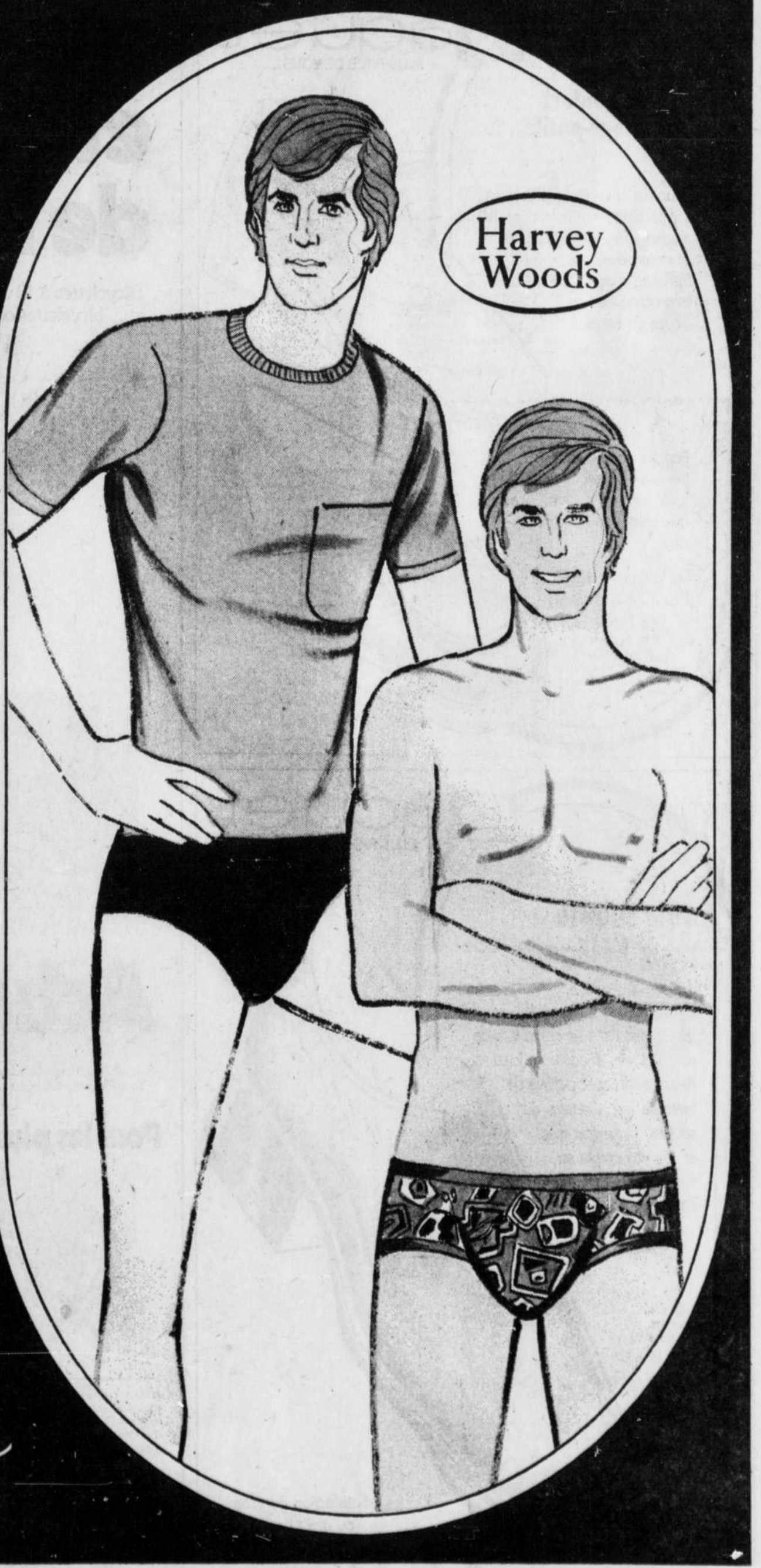
10% DE RABAIS

Sur les items de balance de ligne 1975, tels que: assiettes à fondue; soupes à l'oignon, gobelets à café; chopes à bière, vases, cendriers et tant d'autres.
PRODUITS CERAMIQUE DE BEUCE inc.

25% DE RABAIS

Sur les items identifiés comme "seconds" avec de très légères imperfections qui souvent vous seuls connaîtrez. Ces articles sont des plus variés et inusités.
PRODUITS CERAMIQUE DE BEUCE inc.

50% DE RABAIS



La mort d'un patient entraînerait des poursuites contre des syndiqués

par Pierre CHAMPAGNE
Le gouvernement pourrait bien tenter des poursuites

Pas de récupération à la régionale Tardivel

par Gérard ROCHETE
PORTNEUF — Pour la régionale Tardivel, l'adoption de la loi 23 ne change en rien ce qui regarde les récupérations. L'année scolaire qui n'était pas perdue, il y a quelques semaines, ne l'est pas plus aujourd'hui avec la loi 23 en vigueur.

C'est pourquoi, la régionale du comté de Portneuf n'entend pas établir un calendrier scolaire en conséquence et doit aviser le ministère de l'Éducation à cet effet.

C'est sans équivoque que les commissaires de la région se sont prononcés contre tout programme de récupération qui aurait pour conséquence d'allonger l'année des étudiants, en plus de causer des problèmes importants avec la mise en place d'un nouveau calendrier scolaire.

Il faut se rappeler, qu'il y a quelques semaines déjà, la Tardivel à la suite d'un rapport de la direction générale avait convenu de rejeter tout programme de récupération, à la suite d'une proposition en ce sens de l'Association des enseignants de la Tardivel, en considérant que l'année scolaire n'était pas perdue pour les étudiants et qu'en définitive le programme académique était pratiquement à jour.

Hier soir, les commissaires ont pris connaissance des dispositions de l'article 8 de la loi 23 et d'une lettre du sous-ministre adjoint, M. Germain Halley, relativement à l'application du dit article.

Une directive du ministère invitait la commission à faire

en cour de juridiction criminelle contre une dizaine de syndiqués de l'hôpital de Baie-Saint-Paul dont l'absence

ce illégale aurait été à l'origine de la mort d'un patient.

C'est ce qu'a révélé hier, le ministre des Affaires sociales, M. Claude Forget, répondant à une question du chef créditiste Camil Samson.

C'était la deuxième fois en autant de jours que M. Samson revenait à la charge avec des questions similaires. Mardi, il avait attiré l'attention du premier ministre sur le décès d'une dame d'un âge vénérable qui a trépassé après avoir obtenu un congé prématuré de l'hôpital Saint-Luc à Montréal où elle était en convalescence. Hier, ce sont les employés de l'hôpital de Baie-Saint-Paul qui avaient à subir les foudres du député de Rouyn-Noranda.

Le ministre Forget a précisé, hier en ce qui concerne l'incident survenu à l'hôpital de Baie-Saint-Paul, que les employés qui devaient assurer les services essentiels dans cette partie de l'établissement n'étaient pas à leur poste.

"Le commissaire-adjoint aux services essentiels avait, dans cette unité de soins,

prévu que dix employés devaient être en service pour s'occuper des 70 déficients mentaux. Ces dix personnes ne se trouvaient pas effectivement à leur poste. Ce qui veut dire que non seulement les pénalités de la loi 253 doivent, dans ce cas, être prévues, mais qu'il est également possible, suite à l'enquête faite par mon collègue, que des poursuites criminelles soient intentées", a déclaré le ministre des Affaires sociales.

Quant au premier incident, soulevé par M. Samson au début de la semaine, le ministre a apporté les précisions suivantes:

"Il s'agissait d'une personne de sexe féminin, âgée de 73 ans, qui devait, à la suite d'une intervention chirurgicale, recevoir son congé vendredi ou samedi. Jeudi, elle a reçu son congé, non du médecin traitant mais du chef du département de chirurgie."

"Le lendemain, son médecin traitant a constaté, à domicile, que son rétablissement se faisait de façon normale. Cette personne est cependant décédée et les auto-

rités de l'hôpital ont demandé qu'une étude soit faite par les services de l'Institut médico-légal.

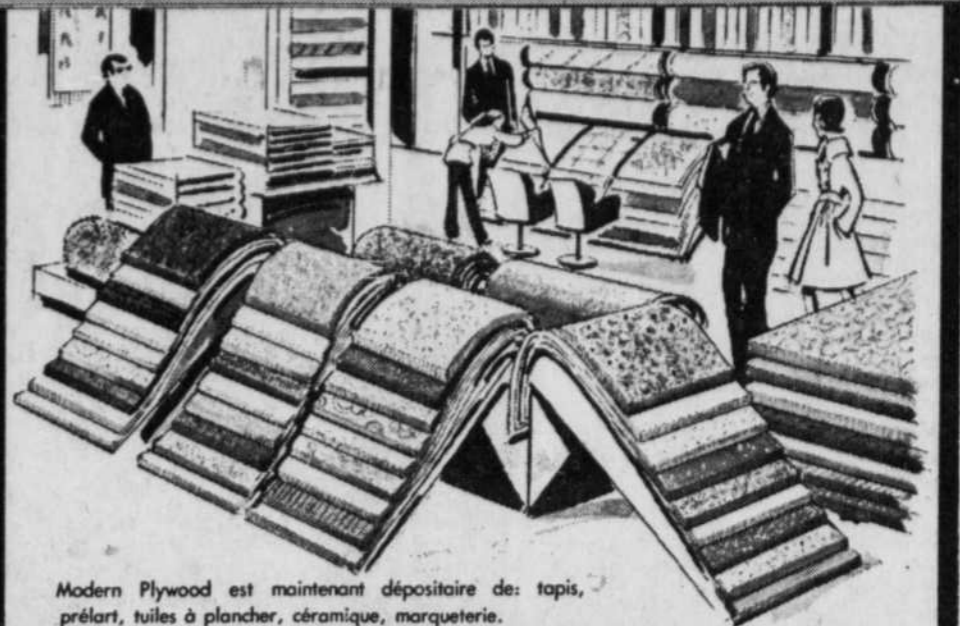
Grève de malades!

De leur côté, trois patients d'un hôpital pour malades chroniques de Montréal ont fait une grève de la faim d'une journée, hier, pour protester contre ce qu'ils appellent un manque de soins résultant du débrayage des employés de l'institution.

Le directeur de l'hôpital Saint-Charles-Borromée, M. Gilles Sénécal, a dit que les patients ont entrepris leur grève de la faim juste après que les syndiqués de l'hôpital eurent quitté le travail, mardi. Il a précisé qu'une dizaine de travailleurs, dont certains non-syndiqués, ont franchi les lignes de piquetage, hier, alors que 64 employés avaient été appelés à maintenir les services essentiels à l'institution qui accueille 275 malades.

"Il est tout naturel qu'un personnel aussi réduit, quelques patients ne reçoivent pas tous les soins qu'ils requièrent", conclut M. Sénécal.

VRAIES AUBAINES



Modern Plywood est maintenant dépositaire de: tapis, prélat, tuiles à plancher, céramique, marqueterie.

CHOIX COMPLET EXEMPLES:

TAPIS OZITE Econo	\$2.09 v.a.	CERAMIQUE	.49 p.c.
TAPIS OZITE endos caoutchouc	\$2.70 v.a.	TAPIS DE CUISINE 100% nylon. Grand choix	\$4.95 v.a.
PRELART surface vinyle	\$1.20 v.a.	PRELART Cushionfloor	\$3.20 v.a.
PRELART sans cirage	\$2.49 v.a.	TAPIS Candy Catalogue	\$3.95 v.a.
TUILES A PLANCHER vinyle-amiante 12" x 12" précollées	.25 ch.		

AUTRES SPECIAUX EN MAGASIN

MODERN PLYWOOD LTD.

1255, Courcellette - Val Béclair - Tél.: 842-1911

• Taxe fédérale incluse • Ouvert jeudi et vendredi soir

Soudain l'été en robes-soleil JOYCE PALMER pour les juniors

Nouvelles tendances très fortes pour les grandes chaleurs de l'été. Prévisions certaines d'une mode très fraîche en petites robes confectionnées en polyester-coton de très belle qualité et facilement lavable. Joyce Palmer vous présente deux créations très jeunes dans le bleu genre denim.

Gauche: robe-soleil avec encolure carrée avec empiècement fleuri au corsage et dans la jupe évasée. Ceinture amovible. Marine. Tailles: 5 à 13. 32.00

Droite: Robe avec encolure carrée et manches courtes. Empiècement en pointe au corsage et ceinture nouée. Un biais rouge et blanc contraste la robe en bleu genre denim. Tailles: 5 à 13. 32.00

R. 46, 2e, Centre-Ville et r. 846, Place Laurier 2e.

SATISFACTION GARANTIE OU ARGENT REMIS

Centre-Ville **Paquet** Place Laurier
PLUS PRÈS DE VOUS...

En harmonie avec vos goûts et votre décor, nos orgues et pianos de marques reconnues vous procureront des heures de douce détente.

Spécial de Pâques
Dolphin 9700 régulier : 1625\$
Spécial : 1496\$

Studio Willi Inc.

2 magasins pour mieux vous servir
7 est, rue St-Vallier - 529-2517
Place Fleur de Lys - 529-0767

"FIESTA DE PÂQUES" LIQUIDATION FINALE 1229 peintures à l'huile

Paysages - Natures mortes - Portraits
PRIX: \$4 à \$70 et plus

Chèques personnels acceptés

VEN. SAM. DIM. LUN.
de 10h à 22h

au
HOLIDAY INN
Centre-Ville - Salle St-Laurent

GRATUITE
Peinture 8" x 10"
avec achat de \$35 et plus

PREMIER CHOIX
Peintres québécois: Labelle, Auger, Tremblay, Pelletier, Yézina, Paquet, Létourneau, etc...

présenté par
QUEBEC DISPLAY INC.
880, Du Roi

L'expansion de la mine Jeffery délogera 326 familles



L'église catholique Isaac-Jogues tombera sous le pic des démolisseurs au cours de la troisième phase. Le Soleil, Fortunat MARCOUX

THETFORD MINES — L'expansion projetée d'ici 1980 par la Canadian Johns Manville (CJM) à son exploitation minière d'Asbestos nécessitera la relocalisation de 326 familles (1,500 personnes), 32 commerces, 17 entreprises de service, quatre institutions bancaires, deux églises, deux restaurants et d'un atelier de couture em-

ployant une cinquantaine de personnes. Le projet dont le coût est sommairement estimé à \$50 millions, doit être réalisé en trois phases.

La première étape sera réalisée dès cette année. Elle touchera l'atelier de couture Asbestos. Children's Wear, l'église anglicane, le centre communautaire des loisirs, huit commerces, la centrale téléphonique de Bell Canada, deux maisons bancaires, sept bungalows, sept bifamiliales et sept multifamiliales.

Prévue pour l'an prochain et 1978, la deuxième phase affectera 10 commerces, sept établissements de service, 10 bungalows, 19 bifamiliales, 13 multifamiliales, neuf bungalows et un hôtel appartenant déjà à la CJM.

Le projet sera achevé en 1979 et 1980. Il s'agira de la partie la plus importante puisqu'elle entraînera la démolition ou le déplacement de l'église Isaac-Jogues, de l'édifice des syndicats, de la caisse populaire, d'une école

désaffectée, de l'ancien hôtel Québec, de l'hôtel Gaspé, du magasin de meubles le plus important, de 13 autres commerces et de 170 logements, (34 bungalows, 52 bifamiliales et 13 multifamiliales).

Même le maire Lucien Béchard devra relocaliser son bureau de médecin.

L'évaluation municipale des propriétés qui seront touchées par ce grand démantèlement s'établit entre \$10 et \$12 millions.

Clark garde R. Grenier

OTTAWA (PC) — Le chef du Parti conservateur, M. Joe Clark, et le président national du PC, M. Michael Meighen, ont annoncé, hier à Ottawa, la reconfirmation dans leur poste respectif de MM. John Laschinger, directeur national et Raymond Grenier, directeur national associé.

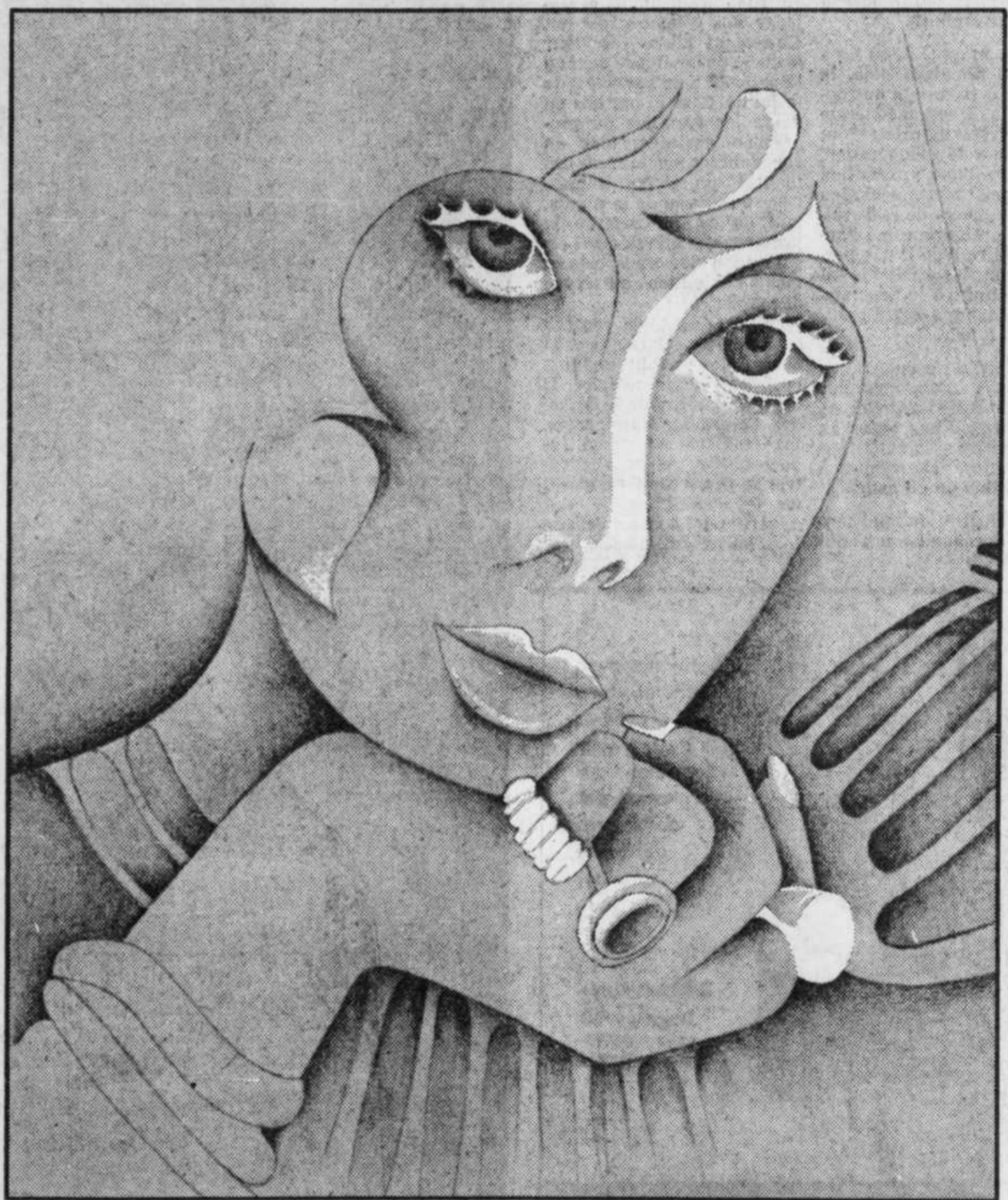
M. Clark a également annoncé plusieurs nominations à la vice-présidence de comités du caucus de l'opposition.

M. Otto Jelinek, député de High Park-Humber, a été nommé au comité de l'Industrie et du Commerce, avec responsabilité particulière concernant le secteur des politiques visant à stimuler la petite industrie.

AVIS A NOS LECTEURS

Nous prions nos lecteurs de prendre note que **Le Soleil ne sera pas publié et nos bureaux seront fermés lundi le 19 avril 1976**
Lundi de Pâques

LE SOLEIL



Marie-France découvre sa personnalité! Un brin de fantaisie à la bouche, elle saute dans l'exotisme. Originale et exubérante à la fois, ce que l'on voit n'est que la moitié de ce qu'elle est. Légère, fraîche et romantique, elle feint l'indifférence et joue l'artifice dans une gamme de couleurs chromatique. (Elle vous attend à Place Laurier).



Quand le goût dépasse la mode.

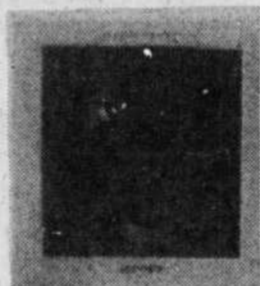
Place Laurier.



GEPHESIS*
A Trick of the Tail



LED ZEPPLIN*
Presence
(The Object) © 1976 Swanson Inc.



JEAN-LUC PONTY
AURORA

EN VENTE
JUSQU'À
SAMEDI

4.97 chacun/
disque * **5.97**
chacune
8 pistes

QUANTITES
LIMITEES

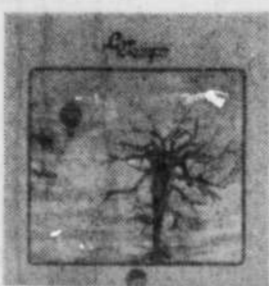
DISTRIBUES
PAR
wea



**NANETTE
WORKMAN***



FRANCE GALL



LE TEMPS*

MAIL ST-ROCH
529-0104

PLACE FLEUR DE LYS
524-3591

PLACE LAURIER
658-4302

GALERIES STE-ANNE
667-8400

GALERIES CHAGNON
833-1675

Magasins: Québec, Montréal, Hull, Ottawa, Toronto, Hamilton, London, Edmonton, Calgary.

Asbestos aurait la responsabilité des expropriations

par Fortunat MARCOUX
du bureau du Soleil

THETFORD MINES — La réalisation du programme quinquennal de développement minier dévoilé, cette semaine, par la société multinationale Canadian Johns Manville aux autorités municipales d'Asbestos serait subordonnée à une condition jugée essentielle par le gros producteur d'amiante: que la municipalité accepte l'odieuse responsabilité d'exproprier les familles et les commerçants qui pourraient devenir récalcitrants.

LE SOLEIL a obtenu cette information de source très sérieuse, hier. La compagnie aurait fait comprendre au conseil municipal, en termes voilés, que la réussite du projet d'expansion dont le

coût pourrait excéder les \$50 millions, pourrait dépendre de sa collaboration dans ce domaine. Elle aurait même laissé entendre qu'advenant l'interruption des travaux à cause de problèmes résultant de l'acquisition des propriétés, elle serait forcée de procéder à des mises à pied parmi ses 2.200 employés.

Pour un projet semblable, la CJM ne peut exproprier les occupants pour prendre possession des terrains. Elle doit négocier de gré à gré avec les propriétaires.

Cependant, la municipalité pourrait obtenir ce privilège en présentant un projet de loi à la législature provinciale comme elle l'a fait en 1964 pour permettre à la compagnie de concrétiser,

sans embêtement, un programme d'expansion de \$75 millions.

Une triste expérience

Toutefois, l'expérience de 1964 s'était révélée malheureuse pour la municipalité qui avait dû se débattre contre un propriétaire récalcitrant, M. Antonio Hamel. Ce dernier avait voulu briser les normes d'évaluation de la compagnie en exigeant \$45.000 pour sa petite maison recouverte de bardeaux d'amianté. Il avait poussé l'affaire jusqu'à la Cour suprême du Canada qui avait donné gain de cause au producteur en accordant \$10.000 tout au plus, de quoi payer les honoraires d'avocats. En prenant connaissance du jugement, le malheureux propriétaire avait succombé à une défaillance cardiaque.

Cette affaire avait fait couler beaucoup d'encre et soulevé une vague de mécontentement parmi la population. Les autorités municipales avaient été accusées de tous les péchés d'Israël.

Aujourd'hui, le conseil hésiterait à embarquer dans la même galère. Des conseillers s'y opposeraient. Il faut s'attendre à une levée de boucliers lorsque la demande de la compagnie sera connue des contribuables.

Une situation différente

A l'exception d'un cas, la CJM n'a pas éprouvé trop de difficultés à négocier l'achat des propriétés lors des affaisements de terrains survenus en 1971 et en 1975 en offrant, généralement, 180 pour cent de l'évaluation municipale.

L'exception est M. Emile Drouin et la présence de sa maison gêne l'exploitation de la mine. La compagnie est coincée, ne pouvant créer de précédent à la veille d'entreprendre son autre programme d'expansion. D'où l'intervention municipale lui serait fort utile.

Aujourd'hui, la situation est différente. Il est à prévoir que les propriétaires voudront être plus exigeants. Ils ne seront plus pressés de vendre par la crainte que leurs propriétés glissent dans le cratère minier. Dans le cas des commerçants, la baisse de clientèle du au danger d'éboulement ne jouera plus en faveur de la compa-

gnie. Ils savent maintenant que la CJM veut du terrain pour accroître sa production en prévision d'une forte pénurie d'amianté sur le marché mondial.

Autre argument: le dernier rôle général de l'évaluation a été confectionné en 1972 et ne représente plus que 75 pour 100 de la valeur réelle. Le prochain rôle sera préparé l'an prochain.

La zone tampon

Les prochains travaux d'expansion ne modifieront pas la zone de sécurité de 150 pieds que la CJM a décidé d'établir dans le secteur urbain à la suite des glisse-

ments de terrain de 1975. Le conseil municipal a échoué jusqu'à présent dans ses tentatives pour que la zone tampon soit portée à 300 pieds.

Le danger demeure! Un adolescent de 15 ans a subi une fracture à un poignet et une blessure à une jambe, le

24 mars dernier, après avoir été frappé par une pierre de deux livres et trois onces, à la suite d'un dynamitage dans la mine. Au moment de l'accident, le jeune Roméo Bédard pelletait de la neige dans la cour de la maison familiale. Dans sa trajectoire, le projectile avait brisé le manche de la pelle.



Les locaux modernes de la Caisse populaire devront être démolis pour faire place à l'expansion minière.

**NE CHERCHEZ PAS PLUS LOIN
MEFIEZ-VOUS DES IMITATEURS
1 SEUL MAGASIN A QUEBEC
NOUS N'AVONS AUCUNE SUCCURSALE**
ETABLIS DEPUIS 1956

**ALUMINIUM
TREMBLAY** 1973 L.T.E.E.

HUNTER DOUGLAS VENTE • INSTALLATION • SERVICE SUR TOUTES MARQUES

PORTES REVÊTEMENTS PIÈCES EN MAGASIN DE RÉPARATION DE VITRES ET MOUSTIQUAIRES CHASSIS AUVENTS

ESTIMES GRATUITS • JOUR ET SOIR
529-5376
265 S., DORCHESTER QUEBEC

**Vendredi soir 16 avril
tout le poisson que
vous voulez manger...**

1.69

Morue bien dorée, frites croustillantes, sauce tartare, pain et beurre. Vous pouvez en reprendre à volonté. Demain vendredi 16 avril, entre 16h.00 et 19h.30.

Au libre-service La Vénérie. (282).
EATON

**Une p'tite veuve
dépareillée...**

1852
GENEVA
GIN
GENIÈVRE
VEUVE
SEVERY
DISTILLÉ ET EMBOUILLÉ AU CANADA
SUIVANT LA VIEILLE FORMULE DE
Madame Veuve H. Severy
DISTILLERIE FL. PORT 400

Pour les vrais connaisseurs de gros gin, la Veuve Sévery ça veut tout dire. Depuis près d'un demi-siècle elle n'a pas changé. Toujours la même qualité suivie qui a su plaire à notre clientèle. La prochaine fois, demandez une "Veuve", vous m'en donnez des nouvelles.

Distillé et embouteillé au Canada, suivant la vieille formule de Madame Veuve H. Sévery, Hasselt.

FACILE D'ÉPARGNER AVEC UNE MAISON

MODULEX inc.

**FINISSEZ VOTRE MAISON VOUS-MÊME ET
METTEZ DES \$\$\$ DANS VOS POCHEs**

	CANADIANA 24' x 40' 3 chambres	\$14,096		ELITE 24' x 40' 3 chambres	\$14,173
	URBAINE 28' x 42' 3 chambres	\$14,500 (garage optionnel)		VIEUX MANOIR 4 chambres	\$18,398

CONSTRUITES SUR VOS FONDATIONS: LÉGER SUPPLÉMENT A PLUS DE 35 MILLES DE QUEBEC.

Listes des services et matériaux fournis dans les prix:

1. Matériaux livrés sur votre terrain
2. Charpente érigée sur votre fondation
3. Electricité installée
4. Plomberie installée
5. Chauffage installé
6. Isolation fournie et livrée
7. Revêtement intérieur fourni et livré
8. Armoires de cuisine présiniées livrées

UN CREDIT EST ACCORDE POUR TOUT MATERIAU OU SERVICE FOURNI PAR L'ACHETEUR
Achetez directement du manufacturier — Nos maisons sont approuvées par la S.G.H.L.

Voyez et visitez nos modèles chez:

OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE

MODULEX inc.

PLUSIEURS AUTRES MODELES DISPONIBLES

2524, BOUL. HAMEL QUEBEC 681-0133
Prix sujets à changement sans préavis

OUVERT TOUTE LA FIN DE SEMAINE DE PAQUES

Les députés sont en vacances

(PC) — Les travaux de l'Assemblée nationale ont pris fin, hier soir, afin de permettre aux députés de prendre un congé pascal.

Les travaux de la Chambre reprendront dans deux semaines, soit le mardi 27 avril.

Les députés ont adopté en troisième et dernière lecture le projet de loi 22 avant de tomber en vacances. Cette loi permet l'octroi de \$107 millions à la sidérurgie d'Etat SIDBEC, au cours des quatre prochaines années.

Ils ont cependant laissé en suspens le projet de loi 25 qui autorise le gouvernement à exproprier le village olympique par le biais de la Régie des installations olympiques.

Ce projet de loi était houleusement contesté par l'opposition.

Aux Communes

De leur côté, les députés fédéraux ont ajourné leurs travaux afin de prendre un congé de Pâques qui durera douze jours.

"Y a-t-il quelque chose de bien qu'un député libéral puisse faire en rentrant chez lui et en être fier?", devait demander le député conservateur Walter Baker alors que les députés étaient en train d'adopter une motion d'ajournement.

"Je pense qu'ils devraient, une fois rentrés chez eux, rencontrer le plus de gens possible et savoir ce qu'ils pensent", devait-il ajouter.

M. Walter Baker devait continuer sa diatribe contre le gouvernement de M. Trudeau en disant, notamment:

"Je pense qu'actuellement quelque chose ne va pas à la tête de l'Etat. Il n'y a personne qui tienne vraiment les choses en main. C'est là un véritable problème." Expliquant ensuite que tous les ministères connaissent de sérieux problèmes et que le gouvernement était discrédité par les scandales d'une part et par l'inaction d'autre part, en face de certains problèmes d'envergure nationale.

M. Walter Baker devait même dire qu'il était surpris que les députés libéraux aient le courage de retourner chez eux et de se retrouver en face de leurs électeurs: "Le gouvernement est de moins en moins crédible au fur et à mesure que les jours passent et les gens commencent à se rendre compte que le premier ministre lui-même n'est pas à sa place."

Le député conservateur se demandait, ensuite, s'il y avait quelque chose que les gens puissent souhaiter au retour des vacances de Pâques. Retour qui a été fixé au

26 avril pour les Communes et au 27 avril pour le Sénat.

De son côté, Ed Broadbent, chef du Nouveau parti démocratique, ajoutait que chaque chose dont s'occupe le gouvernement tournait immédiatement au désastre et que les trois derniers mois que venait de vivre le Parlement étaient mémorables.

M. Broadbent énumérait alors les scandales auxquels était mêlé le gouvernement de M. Trudeau, à savoir les pots-de-vin de la Lockheed, l'affaire troublante de la boutique Sky Shops et les récentes enquêtes de la Gen-

darmerie royale au sujet des interventions de certains membres du cabinet ministériel auprès des juges du Québec.

Enfin deux membres du Parlement représentant Terre-Neuve, à savoir un député conservateur et un député libéral, demandèrent au gouvernement quelles mesures il entendait prendre afin de venir en aide aux régions de la côte Atlantique, notamment aux pêcheurs.

Un rapport gouvernemental doit être déposé au milieu de l'été au sujet des pêcheurs de la côte Est.

La mortalité périnatale est en forte régression

La mortalité chez les nouveau-nés est en forte régression depuis 1967 partout au Québec et particulièrement à Montréal.

Selon une étude faite par un comité du ministère des Affaires sociales, le nombre des décès périnataux à travers la province a diminué de 35 pour cent, au cours des six dernières années. Ainsi, le taux de mortalité qui était de 22,1 pour 1.000 en 1967, chez les enfants de 1.000 grammes et plus (2,2 livres) est passé à 14,4 pour mille.

Au Québec, en 1973, on a enregistré 1.265 mortalités périnatales soit 1.024 de moins qu'en 1967.

Selon les auteurs de l'étude, cette diminution est attribuable en grande partie à l'amélioration des soins prodigués à la mère, au foetus et au nouveau-né.

On souligne également que les progrès réalisés dans le

domaine de l'obstétrique ont grandement contribué à réduire le nombre de décès survenus soit lors de l'accouchement, soit quelques jours après la naissance.

La réduction de décès chez les nouveau-nés varie cependant à travers la province, et lorsqu'on exclut Montréal des statistiques, le taux moyen grimpe à 16,1 pour mille naissances.

Cette disparité s'amenuise de plus en plus, selon le comité, grâce à divers programmes développés dans les régions loin des grands centres hospitaliers.

Il est généralement admis, dans le monde médical, que le minimum irréductible de mortalité périnatale se situe à neuf décès pour mille naissances et le comité d'étude se dit convaincu que le Québec tend vers ce taux irréductible.

Le financement du PQ: déjà \$60,000 à Québec

Les péquistes de la région de Québec ont comme objectif, cette année, de collecter \$120,000 pour leur campagne annuelle de financement. En dix jours, ils ont déjà atteint près de la moitié de cet objectif.

Dans une conférence de presse, tenue hier matin, pour annoncer ces résultats jugés très encourageants, les membres de la section régionale du Parti québécois en profitaient pour annoncer que, dès la semaine prochaine, le PQ amorcerait sa campagne "externe" dans le but de sensibiliser, voire même de "collecter", les Québécois

qui ne sont pas encore membres de leur parti politique.

C'est peut-être là l'élément le plus nouveau de cette campagne annuelle de financement, autrefois exclusivement axée sur les membres du Parti québécois.

Le PQ ne peut toutefois pas encore prédire le succès que devrait obtenir cette campagne externe de financement, puisqu'elle en est à sa première année. L'objectif provincial d'un million de dollars ne compte obtenir le Parti québécois trouvera donc caution, encore cette année, exclusivement chez les membres du parti.

COMMISSION DE TRANSPORT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE QUEBEC

AVIS
Vendredi saint et lundi de Pâques,
les autobus de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec (C.T.C.U.Q.) suivront l'horaire habituel du samedi.

Ne pas avoir à peindre sa maison...

...ça c'est le bonheur!

revêtement Stelco

Le revêtement tenace... la bonne solution! Résistant et durable. Garantie de 20 ans!

Appellez aujourd'hui pour une évaluation gratuite.

Acier Cabec Inc.
1780 Route de l'Aéroport
ANCIENNE-LORETTE 872-3738

SICO
QUINCAILLERIE D.C.J. INC.
(Benoit Ferland)
8540, boul. Ste-Anne
Château-Richer, Qué.
Tél.: 824-4227 - 824-4143

SICO
GERARD LAVOIE
1224 Marie-Victorin
St-Nicolas, Qué.
Tél.: 831-1335

<p>SICO QUINCAILLERIE CLEMENT MARCOTTE St-Marc-des-Carrières Comté Portneuf Tél.: 268-3221</p>	<p>SICO R. CHOUINARD ENR. 1403 Provencher Cap-Rouge, Qué. Tél.: 653-7446</p>	<p>SICO JUNEAU & FRERE INC. 550, 3e Avenue, Québec 524-3871 Livraison: Québec métropolitain 524-2502</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE DE GIFFARD INC. 3211, av. Royale, Giffard, Qué. Tél.: 667-1964</p>
<p>SICO QUINCAILLERIE CORRIVEAU LAUZON ENR. 20, St-Georges Place St-Marie, Lauzon Tél.: 837-8831</p>	<p>SICO COLORIS QUÉBEC INC. 2642 boul. Laurier Centre d'achats de Ste-Foy 653-9475</p>	<p>SICO Paquet Place Laurier, Ste-Foy Tél.: 651-7070</p>	<p>SICO Paquet Centre-Ville, Mail St-Roch, Qué. Tél.: 524-5121</p>
<p>SICO GAMMACOLOR ENR. 119, St-Jean-Baptiste Montmagny, Qué. Tél.: 248-3743</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE BOURG-NEUF INC. 170, boul. St-Joseph Charlesbourg ouest, Qué. Tél.: 623-1678</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE deslauriers inc. 8465 boul. Henri-Bourassa, Charlesbourg, 623-1577</p>	<p>SICO Les Quincailleries J.A. Roy Enr. 558, ST-JOSEPH, LAUZON, QUE. — Tél.: 837-4700 GALERIES ROND-POINT, LEVIS, QUE. — Tél.: 837-0472 16, ST-JOSEPH, BIEVILLE, QUE. — Tél.: 837-0022</p>
<p>SICO DECOR NOUVELLE VAGUE ENR. 550, boul. Hamel Place Fleur de Lys Tél.: 525-7218</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE FLIBOTTE & FILS LTEE 666, des Oblats Québec Tél.: 525-7953</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE LBERGE INC. 564, av. Royale Beauport Tél.: 661-3714-15</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE GIRARD enr. ON LES A LES PRIX! 4850 ouest, 3e Av., Charlesbourg Tél.: 626-8791</p>
<p>SICO QUINC. HARVEY 2174 boul. Père-Lelièvre Québec, P.Q. Tél.: 683-2149</p>	<p>SICO ODILON COTE INC. 11193, av. Royale Beaupré, Qué. Tél.: 827-3721</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE FRIGON enr. 2378 Mauffils, Québec — Tél.: 661-3776</p>	<p>SICO LES QUINCAILLERIES CORRIVEAU 1744 chemin St-Louis, Sillery, Tél.: 683-1901 3400 chemin Quatre-Bourgeois, Ste-Foy, Tél.: 651-6121</p>
<p>SICO Quinc. J.-A. Laberge Enr. 1201, 1re Avenue, Québec, Qué. Tél.: 529-9683</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE SIOU ENR. Village Mura Tél.: 842-1969 Ouvert tous les soirs</p>	<p>SICO BOUTIQUE DU BRICOLEUR 50 ouest, Trans-Canada, Lévis Tél.: 833-3456</p>	<p>SICO SYNDICAT DE QUEBEC Place Fleur de Lys Québec, Qué. Tél.: 529-7351</p>
<p>SICO QUINC. BOIVIN ENR. (P. Nadeau & Fils - Prop.) 1178, 4e Avenue Québec Tél.: 522-3766</p>	<p>SICO J. N. LAFLAMME 1143, Commerciale St-Romuald Tél.: 839-8817</p>	<p>SICO frenette & FRERES LTEE GROS ET DETAIL 376, RTE NATIONALE PORTNEUF, CTE PORTNEUF</p>	<p>SICO NAP BOILY 4094 boul. Ste-Anne, Montmorency, Québec Tél.: 663-7851</p>
<p>SICO QUINC. STE-MONIQUE ENR. 1250, boul. Masson Las Saulles Tél.: 871-3823</p>	<p>SICO NAP. MONTREUIL ENR. 1510, rue Notre-Dame Ancienne-Lorette 872-2365</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE CARRIER & FRERES INC. 460, boul. Pie XI Val Béclair, Qué. Tél.: 842-1951 ou 872-1294</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE R.C.O. INC. 1086, boul. des Chutes Villeneuve, Tél.: 667-5144 1924, boul. Hamel Ste-Foy, Tél.: 872-3445 — 872-9070</p>
<p>SICO Quincaillerie MARTEL 720, 9e Avenue Charry, P.Q. 832-8095</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE SILLERY INC. Équipements de tous genres Aiguilles de toutes sortes 1341, av. Maguire, Sillery Tél.: 527-2822</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE P.H. VILLENEUVE INC. 280 Avenue Proulx Ville Vanier, Qué. Tél.: 681-0555</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE CREMAZIE 168 ouest, Crémazie Québec Tél.: 522-1506</p>
<p>SICO QUINCAILLERIE MAURICE GAUVIN 1764, Notre-Dame Ancienne-Lorette, Qué. Tél.: 872-1473</p>	<p>SICO H. BONNEVILLE & FILS INC. Ste-Marie de Beauce Beauce, Qué. Tél.: 387-5486</p>	<p>SICO QUINCAILLERIE DURAND INC. 359, rue Racine, Loretteville - 842-3682 Place l'Ormière, Neufchâtel - 843-2223</p>	<p>SICO DECORA ENR. 1509 boul. Talbot N.-D. des Laurentides Tél.: 849-3071</p>
<p>SICO QUINCAILLERIE P.-H. LEGARE & FILS 16, rue Harvey Stonham Tél.: 848-3211</p>			

Grande vente

SICO

Peinture lustrée d'extérieur à l'alkyde

\$12.99

EN VENTE

LateX satiné super blanc d'intérieur

\$12.99

EN VENTE

Email lustre perle d'intérieur à l'alkyde

\$12.99

EN VENTE

MEDAILLES D'OR attribuées à SICO pour l'excellence de ses produits à la 4^e Sélection Mondiale des peintures et vernis à Paris (France)



Il épouse sa secrétaire

Le président du Conseil privé dans le cabinet Trudeau, M. Mitchell Sharp, a épousé hier sa secrétaire Jeannette Dugal. Les nouveaux mariés sont accompagnés (à l'extrême gauche) du col. William Learmonth et (à l'extrême droite) de Mme Learmonth. M. Sharp était veuf depuis près d'un an.

Une ville a le devoir de canaliser ses eaux de surface vers les égouts

par J.-Claude RIVARD

Une corporation municipale n'a pas le droit d'oublier, dans la conception d'égouts pour la canalisation de ses eaux de surface, que les ruisseaux font les rivières et que les rivières font les fleuves...

Tout au moins, c'est ce qu'estime la Cour d'appel du Québec qui vient de confirmer une décision de la cour supérieure en statuant que la cité de Thetford Mines n'a pas réussi à repousser la présomption de responsabilité pesant contre elle, à propos d'une inondation survenue dans le sous-sol de la demeure d'un citoyen de la rue Saint-Alphonse, le 25 septembre 1970.

Les dommages, accordés par le tribunal au citoyen, dont le sous-sol a été inondé par l'irruption soudaine d'eaux de surface non suffisamment canalisées, lors d'un orage un peu plus fort que de coutume, sont de \$15,340 (CA 9727).

Une inondation

Pour mieux comprendre la portée du jugement, il convient de rappeler que la rue Saint-Alphonse se situe dans une partie basse de la cité de Thetford Mines.

C'est donc vers cette rue que se déverse le surplus des eaux de surface d'un certain nombre de rues voisines. Ce sont les égouts de cette rue

qui canalisent, somme toute, ces surplus d'eau.

La preuve a toutefois révélé qu'avec les années, la ville a multiplié les nouvelles rues dans la partie haute du territoire, sans toutefois accroître la capacité d'absorption des conduits d'égout de la rue Saint-Alphonse.

Par un orage, d'une précipitation de 3.18 pouces d'eau en huit heures, ces conduits n'ont malheureusement pu suffire à la tâche, le 25 septembre 1970. Les résultats furent que plusieurs sous-sols furent inondés, dont celui du demandeur. Le procureur de ce dernier, Me Marc Bergeron, a mis en preuve qu'un tel orage était prévisi-

ble puisque des précipitations analogues ont été notées à diverses intervalles précédemment.

C'est ainsi que l'on a plaidé que l'orage était prévisible sans que la ville ne puisse invoquer l'argument de "force majeure" pour se soustraire à son obligation d'avoir un système d'égout suffisant.

La Cour d'appel le croit d'ailleurs en considérant qu'après avoir admis la prévision de l'orage, la ville intimée n'a que soutenu qu'elle se trouvait alors dans l'impossibilité physique et économique d'établir un système d'égout adéquat, à cau-

se de la configuration et du dénivellement des territoires adjacents.

Il a été admis que le système n'était pas défectueux; il était seulement insuffisant.

Comme le sous-sol du demandeur a été inondé par des eaux de surface découlant de fonds supérieurs que les fonds inférieurs (eaux normales de drainage) de la propriété de demandeur n'avaient pas à recevoir en vertu de l'article 501 du Code civil, la Cour d'appel a donc appliqué la règle voulant que la présomption de responsabilité, en de tels cas, pèse contre la corporation municipale.

Mort de Clyde Blackburn

OTTAWA (PC) — M. Clyde Blackburn est né à Millville, en Nouvelle-Ecosse, a participé à la Première grande guerre et a commencé à travailler pour la Presse Canadienne en 1922. Il était chef de bureau à Ottawa lorsqu'il a pris sa retraite en 1959. Il avait également été correspondant à Halifax, Montréal et Washington, entre 1943 et 1948.

Surnommé Black, M.

Mt ROYAL

une qualité qu'on vante...
...actuellement en vente!

Prix de vente

\$1295

ROYAL SEMI-GLO
Peinture pour l'intérieur, à l'alkyde, fini semi-lustré. Lavable, elle est idéale pour toutes les pièces de la maison, et vous procurera un fini riche et durable.



Prix de vente

\$1275

ROYAL COTE
Gris-bleu à plancher d'une endurance exceptionnelle. Pour l'intérieur et l'extérieur.



Prix de vente

\$1235

ROYAL COTE
Superbe peinture au fini mat, au latex acrylique pour l'extérieur. Conçue pour résister au cloaque et au pelage, elle respire.



Mt ROYAL ...on s'en vante!



QUINCAILLERIE P.-H. VILLENEUVE INC.
230, AVENUE PROULX
VILLE VANIER, QUE.
TEL.: 681-0555

QUINCAILLERIE H. DURAND

359, RUE RACINE, LORETTEVILLE, TEL.: 842-3682
CENTRE PLACE L'ORMIERE, NEUFCHATEL, TEL.: 843-2223 - 842-3682

QUINCAILLERIE CORRIVEAU INC.

1744, CH. ST-LOUIS, SILLERY
TEL.: 683-1901
3400 QUATRE-BORGEAIS, STE-FOY
TEL.: 651-6121

ODILON COTE INC.

11193, AV. ROYALE
BEAUPRE, QUE.
TEL.: 827-3721

Jacques & frère

1231 - 13e RUE NORD
CHARNY, QUE.
TEL.: 832-4613

J.-E. FORTIER

ST-HENRI
CITE LEVIS
TEL.: 882-2231-2232

MATERIAUX DE GIFFARD INC.

1924, De La Station
Giffard - Qué. 5
Tél.: 667-3544

QUINCAILLERIE WILFRID LETOURNEAU

597, Av. des Oblats
Québec, P.Q.
Tél.: 529-2636

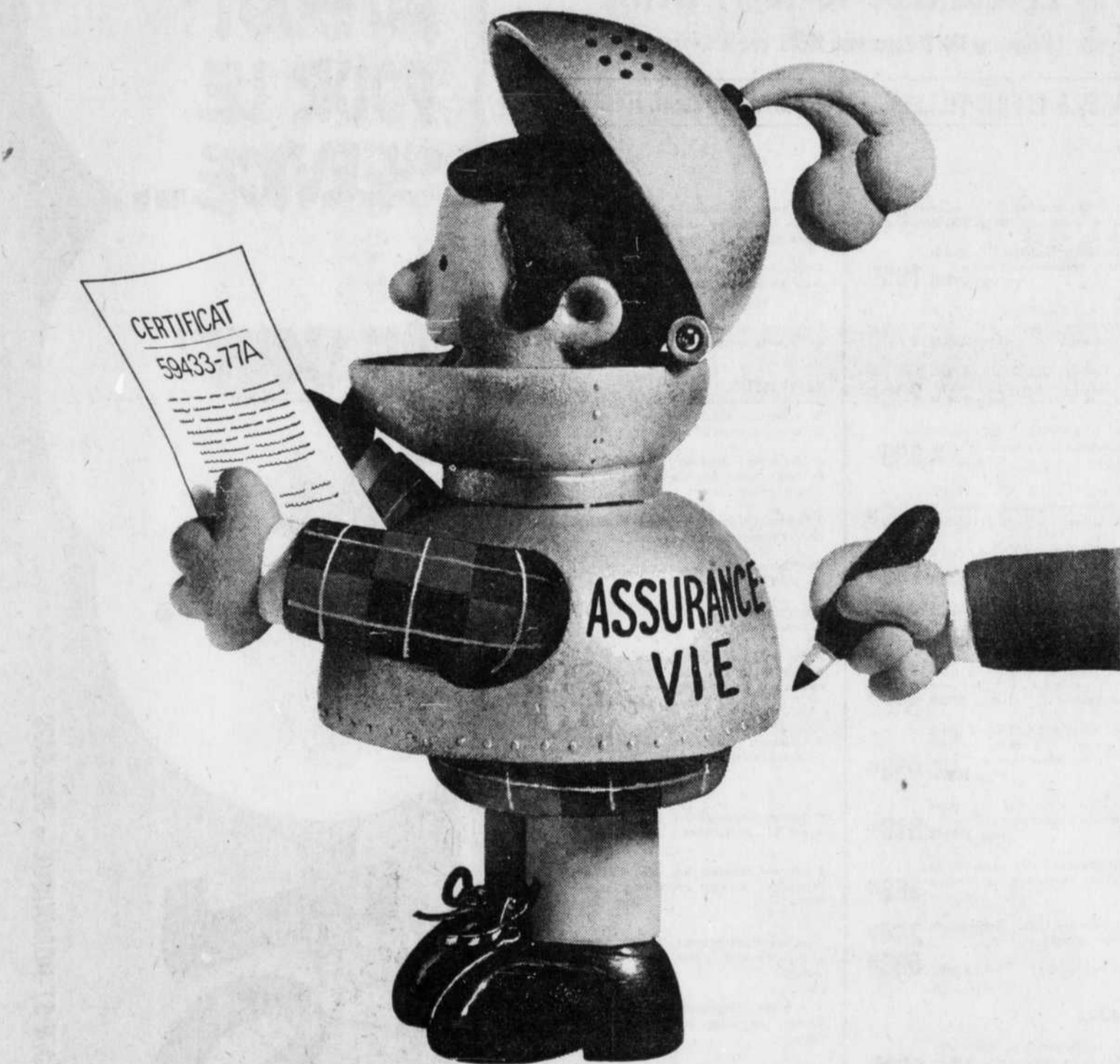
QUINCAILLERIE J.-A. LABERGE ENR.

1201, 1ère Avenue
Québec, P.Q.
Tél.: 525-9683

QUINCAILLERIE A. B. ENR.

708, Royale
Resauroit, Qué.
Tél.: 663-3272

QUINCAILLERIE L. BELANGER & FILS INC.
884, boul. Rochette
Ste-Thérèse-de-Lisieux, P.Q.
Tél.: 961-3547



Votre banque vous offre-t-elle assez de protection?

En affaires, il ne faut rien laisser au hasard. Mieux vaut être bien protégé. C'est pourquoi l'assurance-vie qu'a prévu la Banque de Montréal dans son Plan de financement commercial devrait vous intéresser.

Les tarifs du Plan d'Assurance-vie commerciale de la Banque de Montréal sont calculés afin de fournir une couverture maximum à un coût minimum. Vous pourrez y souscrire en obtenant votre emprunt du Plan de financement

commercial. Voilà une autre de nos suggestions pour la bonne marche de vos affaires.

Le Plan de financement commercial comporte de nombreux avantages, dont un vaste choix de services de dépôts et beaucoup d'autres services commerciaux.

Pourquoi ne pas appeler votre Directeur de la Banque de Montréal pour avoir plus de détails? Renseignez-vous sur le Plan d'Assurance-vie commerciale.

Qu'est-ce qu'on peut faire pour vous?

Plan de financement commercial

La Première Banque Canadienne
Banque de Montréal

Achetez votre télécouleur **Quasar**®

**OFFRE
VALABLE
SUR TOUS
LES MODELES
Quasar.
1976**

PAYEZ LE 1^{er} OCTOBRE AUCUN INTERET PLAN A ou B

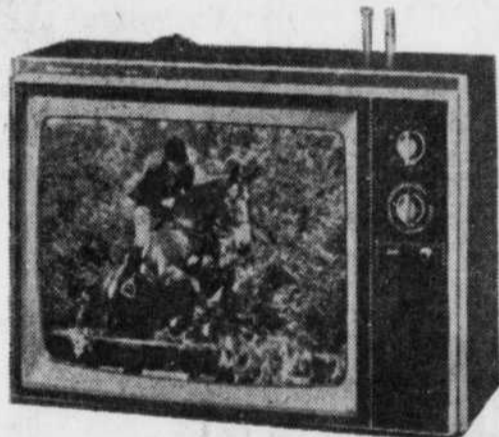
**FUTURS
MARIÉS
Profitez de cette
AUBAINE!**

**A. VOUS ACHETEZ VOTRE
TELECOULEUR
MAINTENANT
ET VOUS PAYEZ
COMPTANT
LE 1^{er} OCTOBRE, SANS
AUCUN INTERET.**

**B. VOUS ACHETEZ VOTRE
TELECOULEUR MAINTENANT
ET VOUS COMMENCEZ A
PAYER PAR VERSEMENTS
LE 1^{er} OCTOBRE,
SANS AUCUN INTERET D'ICI
LE 1^{er} OCTOBRE.**

LIVRAISON IMMEDIATE!

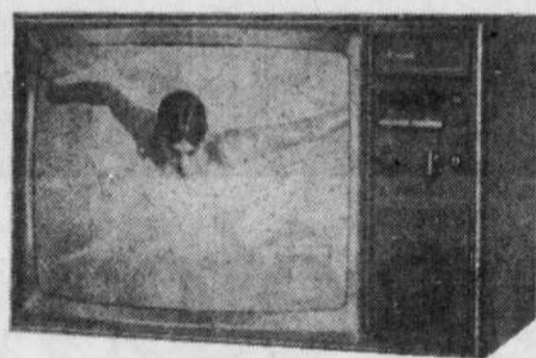
LIVRAISON IMMEDIATE!



**WP 5016
19"**

**COULEUR QUASAR
PORTATIF**

100% transistorisé
Ajustement
couleur automatique



**WT 6112
22"**

**COULEUR QUASAR
MODELE DE TABLE**

à plus de 90% transistorisé.
Ajustement
couleur automatique.
Le tout, dans un tiroir.



**WU 9282
26"**

**TELECOULEUR
CONSOLE QUASAR**

Style colonial
315 po.ca. d'image, 100% transistorisé.
Ajustement couleur automatique.
Tiroir à circuit et lampe-écran
"Matrix Plus".

**2 ANS DE GARANTIE 100% SUR LAMPE-ECRAN
2 ANS DE GARANTIE 100% SUR LES PIECES
2 ANS DE SERVICE 100% GRATUIT**

SERVICE EFFECTUE PAR 10 ELECTRONICIENS DE TANGUAY

**LEVIS
PLACE TANGUAY
ROND-POINT DE LEVIS
833-4511**



**BEAUPORT
535, BOUL. STE-ANNE
(à côté de la Dame Blanche)
667-6282**

L'Ontario ferme une usine d'amiante que des experts québécois avaient trouvée exceptionnellement propre

MATACHEWAN (d'après PC) — Un dirigeant de United Asbestos Inc. dont l'usine vient d'être fermée par ordre du gouvernement ontarien à cause d'une trop grande concentration de fibres d'amianté dans l'air, a déclaré hier que cette usine était considérée comme exceptionnellement propre par les experts québécois en exploitation d'amianté.

M. Louis Pouliot, vice-président de la compagnie, a déclaré en visitant les lieux déserts hier que "cela prend une période de mise au point avant de pouvoir faire fon-

ctionner une usine à pleine capacité... de six à 18 mois".

Or on s'étonnait dans les milieux d'exploitation d'amianté québécois que l'usine de Matatchewan, soit si bien entretenue après seulement huit mois, a dit M. Pouliot.

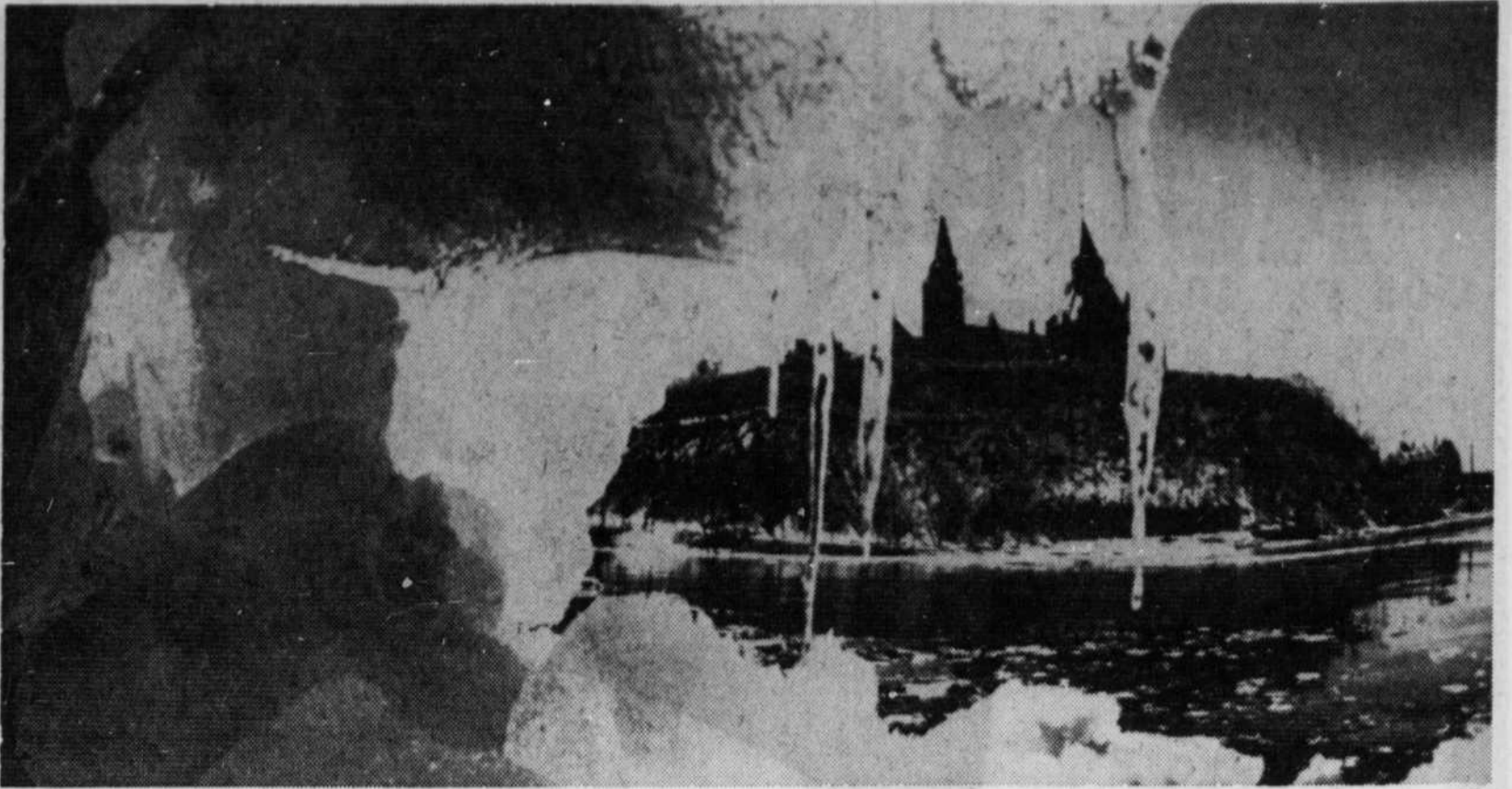
La fermeture de l'entreprise a été ordonnée par le gouvernement après que des échantillons d'air dans l'usine eurent révélé jusqu'à sept fois le niveau de poussière d'amianté permmissible selon la loi ontarienne.

Une trop grande concentration peut causer des troubles

pulmonaires chroniques et même mortels.

Le directeur général de la compagnie, pour sa part, a déclaré sa surprise car "les échantillons prélevés ne révélaient pas tellement plus de concentration de poussière d'amianté que les précédents".

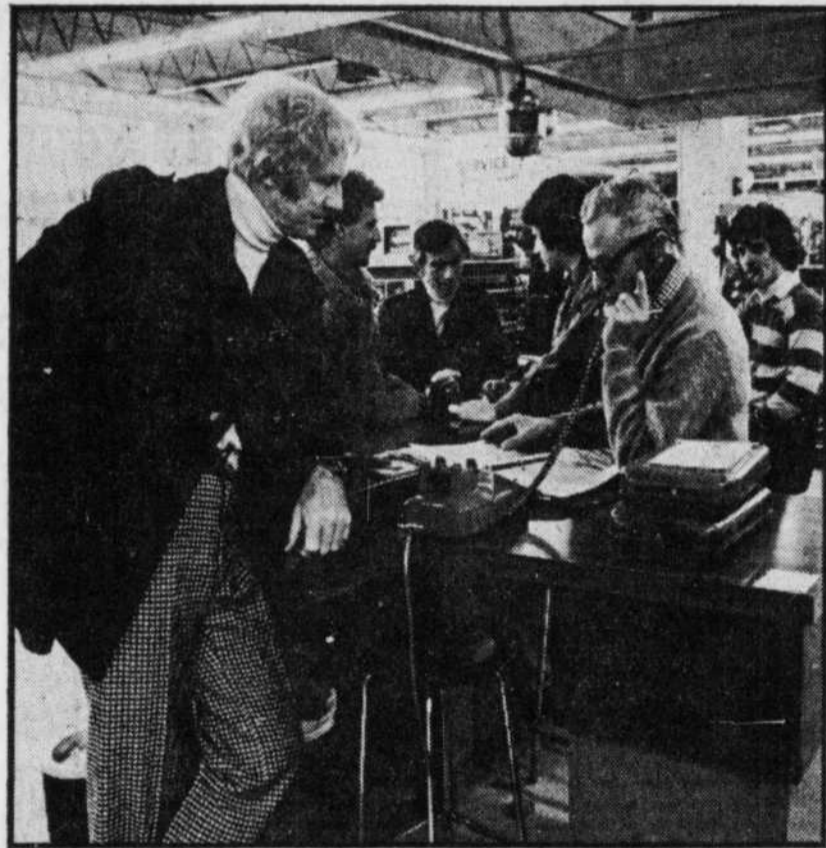
Philip Malouf a ajouté que la fermeture de l'usine et de la mine d'amianté n'aiderait pas à rencontrer les standards de sécurité et que le seul résultat serait une perte de revenus pour la compagnie et pour les employés.



Art printanier

Le printemps s'est fait artiste et a ciselé ce cadre de glace et de neige entourant la colline parlementaire, à Ottawa.

Tout le monde attend l'automne pour acheter de l'isolant.



Si vous êtes sage, vous n'attendrez pas!

Vous savez bien qu'il va falloir que vous ajoutiez de l'isolant au grenier avant l'hiver prochain. Alors, faites-le maintenant, avant d'entreprendre les tâches habituelles du printemps. Votre maison sera plus fraîche cet été, et plus chaude l'hiver prochain.

1 L'isolant Fiberglas* est aussi efficace en été. Le coût du chauffage augmente sans arrêt; il en est de même pour la demande d'isolant. Et tout le monde y pense en même temps, à l'automne. Ce qui fait que de nombreux marchands ont des difficultés à fournir à leurs clients l'isolant dont ils ont besoin. C'est une situation bien précaire à l'approche de l'hiver, alors que le coût du combustible ne cesse de monter.

2 Tout le monde doit améliorer l'isolation. Dans tout le pays, les propriétaires réalisent qu'il leur faut augmenter l'isolation dans leur grenier: il leur faut au moins 6 pouces. De plus, les codes du bâtiment ont été révisés, et exigent maintenant que les maisons neuves aient un minimum de 6 pouces d'isolant au

grenier. Pour les maisons chauffées à l'électricité, les normes sont encore plus élevées.

Pour que votre maison soit conforme aux nouvelles normes, vous devez ajouter de l'isolant. Par la même occasion, vous protégerez la valeur de votre maison.

3 Procurez vous l'isolant adéquat. Nous voulons parler du Fiberglas.* Cet isolant rose et doux en fibre de verre fabriqué exclusivement par Fiberglas Canada Limitée. S'il y a déjà de l'isolant dans votre grenier, vous devez tout d'abord mesurer son épaisseur. Vous verrez alors combien il vous en faut pour qu'il atteigne l'épaisseur minimum de 6 pouces. C'est ce qui indiquera l'isolant que vous devez demander à votre marchand de matériaux de construction.

Encore une chose; demandez des nattes unies à insérer, sans dos de papier. Vous les reconnaîtrez à leurs sacs poly aux marques bleues.

Si votre grenier n'est pas du tout isolé, il vous faut du Fiberglas R-20 à dos de papier kraft. De 6 pouces d'épaisseur, il est muni d'un coupe-vapeur. Il est présenté en sacs marqués en rouge.

4 N'attendez pas l'automne, faites-le dès maintenant. C'est maintenant qu'il vous faut faire le travail. Les conditions sont idéales, il ne fait ni trop chaud, ni trop froid. Et vous ne devriez pas avoir de problèmes à vous procurer l'isolant qu'il vous faut, car la demande n'est pas aussi forte au printemps qu'à l'automne. En même temps, prenez donc un exemplaire du livret de bricolage Fiberglas qui s'intitule "COMMENT LUTTER CONTRE LA HAUSSE DE PRIX DU COMBUSTIBLE EN AMÉLIORANT L'ISOLATION DE VOTRE MAISON."

Vous y découvrirez tout ce que vous devez faire pour accomplir le travail vite et bien. Et des tas de petits conseils pour économiser le combustible. Il vous est offert gratuitement chez les marchands de matériaux de construction qui vendent de l'isolant Fiberglas. Sinon, écrivez-nous, nous serons heureux de vous en envoyer un.

Encore un point que nous aimerions mentionner: si vous faites le travail maintenant, ce printemps, vous serez sûr d'être prêt à faire face aux problèmes causés par l'hiver ou par la crise de l'énergie. Une chose est certaine: vous passerez l'hiver au chaud.

**FIBERGLAS
CANADA** L.T.E.E.

1855, 52^e AVENUE LACHINE, MONTREAL
2499 AVENUE WATT, STE-FOY

Les priorités du nouveau syndicat des techniciens de Bell Canada

OTTAWA (d'après PC) — La première priorité doit être de rallier les autres travailleurs du téléphone au pays, puis d'entamer la négociation d'une nouvelle convention collective de travail, a indiqué M. Fred Pomeroy, président du Syndicat des travailleurs en communications du Canada (CTC), organisme qui vient d'être désigné par scrutin pour représenter dorénavant les 12.600 techniciens et employés auxiliaires de Bell Canada.

Le STCC a recueilli 6.915 voix sur 11.554 votes et l'Association canadienne des employés de téléphone, le syndicat indépendant détenant depuis 30 ans l'accréditation fédérale pour cette unité de négociation, a obtenu 4.639 voix. Suivant M. Pomeroy, c'est le commencement de la fin des unions de compagnie à Bell Canada.

Les techniciens de Bell

Canada travaillent à la préparation du cahier des revendications qui seront soumises à la société, et selon M. Pomeroy, il est urgent que le Conseil canadien des relations de travail, qui a dirigé le scrutin de représentation, procède à la reconnaissance officielle du STCC, selon le choix démocratique des techniciens de Bell Canada.

Les employés de Bell Canada sont loin derrière, en terme de salaires et de bénéfices marginaux, a prétendu le président du Syndicat des travailleurs en communications du Canada.

Ce dernier a précisé qu'une autre grande priorité est d'obtenir des conditions décrites dans les contrats, car "actuellement, avec les arrangements de l'association, tout est à la discrétion de la compagnie. Nous avons à réécrire le document", ajoute M. Pomeroy.

Déjà inactifs, 500 employés de Texaco se mettent en grève

MONTREAL (PC) — Même s'ils n'ont pas travaillé depuis trois semaines à cause des travaux de réparation et d'entretien, les 500 employés de la raffinerie Texaco, de Montréal-Est, ont débrayé hier, par suite d'une rupture des négociations.

Les employés, membres de l'Union internationale des travailleurs des industries chimiques, n'avaient pas été mis à pied durant la période des travaux de réparation et de rénovation de la raffinerie, mais leur mouvement de grève portant sur les salaires et les normes de sécurité pourrait s'étendre aux autres raffineries de Texaco au Ca-

nada. Ils sont sans contrat depuis janvier.

Un porte-parole de la compagnie, à Toronto, a fait savoir que les demandes syndicales excédaient les limites permises par le programme fédéral contre l'inflation et que la compagnie ne reprendrait pas les négociations avant que les employés de Montréal n'aient repris le travail.

Pour toutes installations de piscines hors terre ou couvrées, réparations ou transformations de votre demeure contactez-nous à nos experts.

LES ENTREPRISES DROLET ENR.
Entrepreneur général 661-1578

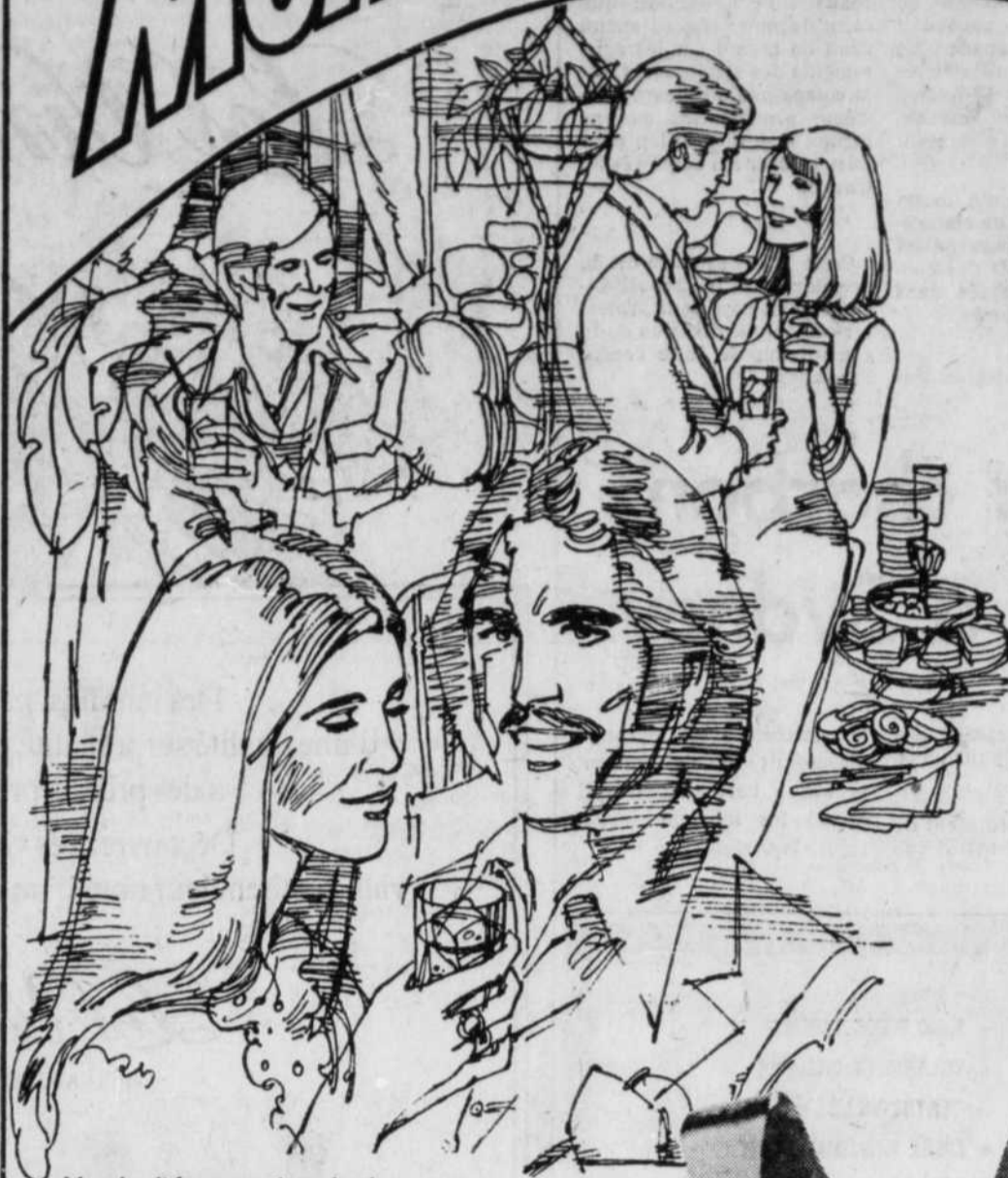
3,500 pilotes sans permis

OTTAWA (d'après PC) — Quelque 3.500 pilotes transgressent la loi, depuis vendredi dernier, en pilotant des avions sans permis. Selon le député conservateur Dan McKenzie, de Winnipeg centre-sud, la loi a été rendue nulle par la grève des inspecteurs de sécurité de l'air du Québec et de l'Ontario, qui empêchent les permis.

DION HOBBIES ENR.
AVIONS MINIATURES MOBIIL AIRPLANS HOBBIES

LE ROI du modèle réduit
DION HOBBIES ENR.
1660 St-Michel, Sillery, Qué.

Mettez-y du GINI



Faites de vos soirées un succès inoubliable.

METTEZ-Y DU GINI METTEZ-Y DU SOLEIL

Vos invités seront ravis de la pétillante saveur que donnent le Bitter Lemon GINI et le Tonic Water INDIA EXPRESS à votre boisson préférée. (Vous les apprécierez aussi vous-même, en toute occasion) Le Bitter Lemon GINI et le Tonic Water INDIA EXPRESS sont des breuvages de qualité, préparés et embouteillés par les gens qui vous apportent les fabuleux Ginger Ale, Collins Mix et Soda Water PURE SPRING. Toutes disponibles en bouteilles retournables, format familial de 26 onces.



* MARQUE DÉPOSÉE

SUPER SPECIAL DE PÂQUES

TOTAL 22 WATTS RMS
Distorsion moindre de 1%
Pré-amplificateur
Table tournante professionnelle

DUAL 1225
Cartouche magnétique SHURE M-75

Haut-parleurs 25 watts
comportant:
H.P. 8" (grande portée)
H.P. 3 1/2" (hautes fréquences)
F.M. Sensibilité de 2.5 UV

GARANTIE 2 ANS
SERVICE ET PIÈCES

NORESCO

Prix suggéré \$519⁹⁵

POUR UNE SEMAINE OFFRE LIMITEE

\$399⁰⁰

motel television inc.

2750, CHEMIN STE-FOY (Face à l'hôpital Laval) Tél.: 651-9110

La Commission anti-inflation face aux mineurs d'uranium

OTTAWA (PC) — La commission de lutte contre l'inflation s'entretiendra mardi prochain avec les représentants des Travailliers unis de l'acier des réductions de salaire imposées aux mineurs des sociétés Denison Mines et Rio Algom.

L'organisme a en effet statué que les hausses de traitements consenties aux employés de ces deux entreprises étaient excessives.

Les travailleurs de Denison ont débrayé mardi soir pour protester contre la décision de la commission.

Les porte-parole syndicaux ont révélé mardi l'intervention de la commission fédérale et cette dernière a émis hier un communiqué.

L'organisme a ainsi confirmé avoir exigé qu'une augmentation de 16,79 pour cent pour la première année d'un contrat de trois ans soit réduite à 10,9 pour cent. Cette décision touche les 751 syndiqués de Denison. On demandait également la réduction à 8 pour cent des 11,76 pour cent d'augmentation accordée la deuxième année.

Dans le cas de Rio Algom, la commission anti-inflation a exigé que la hausse de 17,84 pour cent accordée pour la première année d'un contrat de trois ans soit réduite à 12,23. La réduction exigée pour la seconde année est de 11,14 à 8 pour cent.

La commission n'a toutefois pas demandé de changement en ce qui concerne les neuf derniers mois des contrats collectifs signés dans ces deux entreprises.

Interrogé au sujet du dé-

brayage des employés de Denison, un porte-parole de la commission a déclaré que cette dernière n'avait aucun droit de regard sur les agissements des syndiqués. C'est la compagnie qui devra elle-même prendre les moyens légaux à sa disposition pour faire rentrer ses employés au travail.

Cette grève sauvage est le premier arrêt de travail déclenché au pays pour protester contre une décision de la commission de lutte contre l'inflation.

2,500 travailleurs du charbon regagnent les mines, à Sydney

SYDNEY, N.-E. (PC) — Les 2,500 mineurs de trois mines de charbon exploitées par la Cape Breton Development Corp. (DEVCO) ont accepté, hier, de reprendre le travail aujourd'hui, après un débrayage de trois jours.

Les débrayages ont commencé lundi et se sont amplifiés mardi, touchant tous les mineurs à l'emploi de DEVCO, mais ces derniers ont décidé de reprendre le travail à la suite de pourparlers avec les dirigeants syndicaux des Travailliers unis des mines.

Des représentants de la compagnie et du syndicat auront des entretiens aujourd'hui pour discuter de la suspension, mardi, de 53 employés qui avaient participé au débrayage de lundi.

Quinze mineurs avaient débrayé, lundi, pour protester contre l'abandon du service de transport gratuit par autobus entre leurs résidences de Sydney et la région minière, dont la mine Lingan, à 35 milles de la ville.

La suspension de ces mineurs a entraîné le débrayage de 350 autres à la mine Prince, à Point Aconi. DEVCO a répliqué en suspendant 53 hommes, ce qui a

provoqué le débrayage des mille mineurs du puits no 26 à Glace Bay.

M. Tom Kent, président de DEVCO, a déclaré mardi que

la société de la Couronne discuterait des griefs qui ont provoqué l'arrêt de travail quand les mineurs auront repris le travail.

à louer

**ESPACE A BUREAU,
SALLE D'ECHANTILLON
OU ENTREPOT,
etc.**

- 1,400 PIEDS CARRÉS
- ECLAIRE ET CHAUFFE
- CENTRE-VILLE
- LIBRE IMMEDIATEMENT
- TRANSFORMABLE EN BUREAUX

Prix à discuter sur les lieux. Visible le jour seulement, du lundi au vendredi.

S'adresser à Roger Tremblay
LE SOLEIL
Québec, Qué. - Tél.: 647-3241

LOUEZ EN PROFITANT DU NOUVEAU

LOCAPLAN



LAVEUSE HITACHI

- Laveuse automatique
- Très compacte. ● Système 3 cycles.
- Aucun travail de plomberie.

LOCAPLAN

- Court terme ● Long terme ● Taux fixe ou décroissant.
- Service gratuit.

EN PLUS SUR DEMANDE, UNE OPTION D'ACHAT PEUT ETRE CONSENTIE...





SECHEUSE HITACHI

- Fonctionne sur 110 volts.
- Minuterie 120 minutes.
- Aucune installation spéciale.

LOCAPLAN

- Court terme ● Long terme ● Taux fixe ou décroissant.
- Service gratuit.

EN PLUS SUR DEMANDE, UNE OPTION D'ACHAT PEUT ETRE CONSENTIE...





LAVE-VAISSELLE HITACHI

- Aucune installation spéciale.
- Portatif ● 3 cycles.
- Corbeille amovible.

LOCAPLAN

- Court terme ● Long terme ● Taux fixe ou décroissant.
- Service gratuit.

EN PLUS SUR DEMANDE, UNE OPTION D'ACHAT PEUT ETRE CONSENTIE...





TELECOULEUR HITACHI

- 100% transistorisé.
- 14" à 20" portatif.
- Lampe écran Luminar 1.

LOCAPLAN

- Court terme ● Long terme ● Taux fixe ou décroissant.
- Service gratuit.

EN PLUS SUR DEMANDE, UNE OPTION D'ACHAT PEUT ETRE CONSENTIE...




motel television inc.

Le spécialiste de la location à Québec.
2750 CHEMIN STE-FOY
TEL.: 651-9110

DÉCOUVREZ

Les Vins La Salle








Des vins fins, produits ici même au Québec, d'une qualité surprenante pouvant rivaliser avec les meilleurs crus à des prix surprenants...pour les Québécois!

Découvrez ces vins surprenants vous-même... vins qui tirent leur nom d'un des grands découvreurs de notre histoire.

Les Vins La Salle

VINS CANADIENS D'UNE NOBLE TRADITION

LES VINS LA SALLE, ST-HYACINTHE, QUÉBEC.

Ralenti possible à la SAQ, samedi

par J.-Jacques SAMSON

Les magasins de la Société des alcools du Québec pourraient bien opérer au ralenti, samedi après-midi, puisque de nombreux employés syndiqués, appelés à travailler pour pallier l'achalandage de la veille de Pâques, ont déjà décidé de ne pas se présenter au travail.

Les 1.500 employés de bureaux et de magasins de la SAQ ont rejeté cette semaine, dans une proportion de plus de 80 pour 100, les dernières offres salariales qui leur étaient soumises et mandaté leurs dirigeants syndicaux de commander l'application de moyens de pression et l'organisation de débrayages de 24 heures.

La dernière rencontre entre les deux parties a eu lieu le 6 avril et les négociations n'ont porté jusqu'à maintenant que sur les clauses normatives du prochain contrat de travail. "Nous n'avons pas parlé cinq minutes des conditions salariales aux tables de négociations", commentait hier, le président du syndicat, M. Ronald Asselin.

Les principaux points en litige, en plus des salaires, sont la sécurité d'emploi, les congés de maladie, les primes d'assurance-maladie et la mobilité du personnel.

Les employés de la SAQ gagnent entre \$129 et \$142 par semaine et réclament de \$194 à \$222. Les offres se situent entre \$178 et \$191.

Selon le président du syndicat, la direction de la Société des alcools est actuellement "très nerveuse" et aurait déjà suspendu pas moins de 200 employés à travers la province, pour des périodes variant entre trois jours et une semaine. M. Asselin af-

firme que ces suspensions sont injustifiées et qu'une action syndicale est envisagée pour mettre fin à cette forme d'intimidation.

Toutes les tentatives de SOLEIL pour obtenir des explications sur ces mises à pied temporaires se sont avérées infructueuses.

Cheminots: rapport de conciliation amendé selon l'état d'esprit syndical

OTTAWA (d'après PC) — Le juge Emmett F. Hall, conciliateur dans le conflit qui oppose 95.000 cheminots à 12 compagnies ferroviaires canadiennes, a déclaré hier qu'il avait mal jugé l'état d'esprit des syndicats et qu'il amenderait son rapport de conciliation en conséquence.

Il proposait donc une majoration salariale de 11 pour cent pour 1976 alors qu'il croyait qu'une hausse de 13 pour cent aurait été justifiée et une seconde hausse de 8 pour cent en 1977.

avaient consenti à baisser leur demande originale de 18,7 pour cent par respect pour les mesures anti-inflation.

C'est ce passage que le juge a l'intention de biffer de son rapport après avoir rencontré les dirigeants syndicaux, qui lui ont expliqué que leur état d'esprit ne coïncidait pas avec les paroles élogieuses du juge et qu'ils ne sont surtout pas d'accord avec la proposition de huit pour cent en 1977.

Le juge Hall a affirmé aux négociateurs des deux parties qu'il avait mal interprété l'état d'esprit des représentants syndicaux sur la question des propositions salariales touchant l'année 1977.

"Si par une mauvaise interprétation, je risque de poser un obstacle à la ratification de ce rapport par les syndicats, je suis prêt à faire les corrections qui s'imposent", a dit le magistrat.

Il n'a toutefois pas modifié sa recommandation voulant que soit accordée une augmentation de 11 pour cent pour l'année 1976.

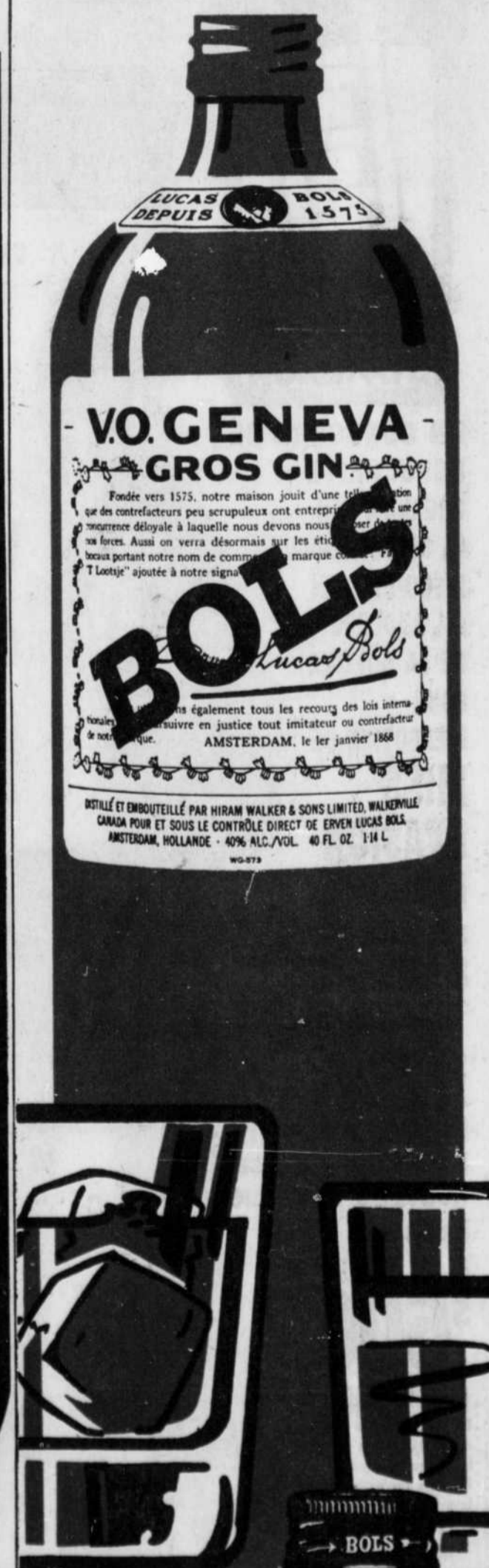
Mais le juge Hall a fait part de son intention d'amender sa recommandation portant sur l'année 1977 de façon à prévoir une augmentation de 8 pour cent de la compensation totale touchée par les employés. Cette hausse pourrait entraîner une augmentation de salaire supérieure à 8 pour cent si les syndicats

choisisaient de la prendre en traitement plutôt qu'en bénéfices marginaux.

M. Maurice Wright, l'avocat qui représente les 16 syndicats de cheminots, a critiqué la décision des compagnies ferroviaires de consulter la commission anti-inflation avant de reprendre les négociations interrompues. "Nous ne croyons pas que la commission ait quelque rôle qu'il soit à jouer tant qu'il n'y a pas entente entre les parties", dit-il.

UN BEAU JOUR VOUS GOUTEREZ SUREMENT AU NOUVEAU BOLS BLANC

ON VOUS SOUHAITE QUE CE SOIT AUJOURD'HUI



ENSEMBLE "UN PAS EN AVANT"

FISET

et  SIMMONS

VOUS INVITENT A FAIRE UN PAS AVEC EUX...

Grâce à son pouvoir d'achat avec le groupe prestige, J.O. Fiset vous offre les prix les plus bas sur les meubles et appareils électriques. De plus, à votre service, une équipe compétente et dynamique pour votre mieux-vivre.

AVEC NOUS, PROGRESSEZ VERS LE MIEUX-ETRE!



MATELAS PREST-O-PEDIC de Simmons

39'' - lit jumeau 54'' - lit régulier - 60'' - Queen size

PRIX SPECIAL "UNPAS EN AVANT"

OFFRE SPECIALE GRATUITE

avec l'achat d'un ensemble matelas et sommier-caisse Prest-o-Pedic de Simmons.

UN ENSEMBLE DE DRAP ET DE TAIES D'OREILLER TRUPREST DE TEX-MADE

d'une valeur de \$29.95 EST REMIS GRATUITEMENT.



TEX-MADE

Cette offre se termine le 15 mai 1976

L'équipe dynamique de nos conseillers en ameublement pourra vous aider dans le choix de l'ameublement de toutes les pièces de votre foyer.

DEMANDEZ NOS SERVICES FINANCIERS "Vivre à la Moderne"

J.O. FISET INC.

55 SUD, DORCHESTER - TEL.: 525-6101

HEURES D'AFFAIRES: Lundi, mardi, mercredi, de 9h. à 5h.30. Jeudi et vendredi, de 9h. à 9h. Samedi, de 9h. à 5h.

Votre magasin prestige à Québec.

JUNIORELLE

"BOUTIK-O-BOUTTE"

laliberté
AU COEUR DU MAIL ST-ROCH



UN CONCOURS DE POPULARITÉ ORGANISÉ PAR LA DISCOTHEQUE DISCO-EVASION A L'AUBERGE DE LA COLLINE POUR L'ÉLECTION DE MISS EVASION
Laliberté offre aux 8 candidates 8 GARDE-ROBES TOTALISANT **\$1200**
Et pour marquer l'ouverture de sa nouvelle boutique, Laliberté offre à sa clientèle **\$500**

EN BONS D'ACHATS
Demandez votre coupon de participation à notre boutique Juniorelle à l'entrée du magasin sur le mail.
ATTRIBUTION SAMEDI 22 MAI

UNE NOUVELLE BOUTIQUE TRÈS ACCUEILLANTE EN ACCORD AVEC LA JEUNE QUÉBÉCOISE ACTIVE ET MODERNE



UNE PANOPLIE DE MARQUES LES PLUS REPUTÉES

- JUNIOR Scope
- MAXINE
- Sportville
- YOUNG CASUALS
- FAVORITE KNITWEAR
- PARKTOWN
- Tootique
- WENDY DRESS
- La Gang
- JOSEPH RIBKOFF
- Mélange
- JEAN NICOLAS
- Charmante
- MINO IMPORT
- COUNT DOWN
- MARTIN IMPORT
- BRITTON'S OF PARIS

LES DERNIÈRES NOUVEAUTÉS

- A- Robe "Wendy Dress" en tissu 100% coton couleur tan avec ceinture et empiècements de couleurs contrastantes. 5 à 11. **\$45**
- Bourse "Mino Import" en jute couleur tan. Joli motif imprimé de fleurs en vert, or et rouille. **\$9**
- B- T-Shirt "Britton's of Paris" en tissu 100% coton vert dégradant. Grs: P.M.G. **\$11**
- Gaücho "Junior Scope" en fin corduroy rose, beige ou aqua. 5 à 13. **\$26**
- C- Blouse "Young Casuals" en tissu 100% coton à larges rayures multicolores très attrayantes. 5 à 13. **\$20**
- Jean "Casual Togs" en denim marine. Modèle triangulaire. 8 à 16. **\$21**
- Bourse en denim marine avec jolis motifs brodés. 2 compartiments à fermoirs et 5 pochettes. **\$7**